

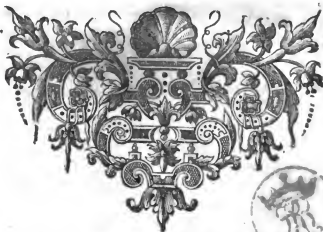
MEMOIRE

POUR

LE CHAPITRE

DE L'EGLISE METROPOLITAINE
DE REIMS.

ET AUTRES APPELLANS
*comme d'abus des Ordonnances de M. l'Archevêque
de Reims, des 5. Octobre & 9. Decembre 1716.
& 20. Mars 1717.*



A PARIS,

Chez FRANÇOIS JOUENNE, rue S. Jacques, au dessous
de la rue de la Parcheminerie, à S. Landry.

M. DCC. XVII.



MEMOIRE

POUR les Sieurs Prevost, Doyen, Chantre, Chanoines & Chapitre de l'Eglise Metropolitaine de Reims, Appellans comme d'abus du Mandement de M.l'Archevêque de Reims du 5. Octobre 1716.

ET encore pour Me Jean-Baptiste Dey de Seraucourt, Archidiacre & Conforts, au nombre de douze Chanoines, Appellans comme d'abus de l'Ordonnance du 9. Decembre 1716.

ET pour les Sieurs Prevost, Doyen, Chantre, Chanoines & Chapitre de l'Eglise de Reims, prenans le fait & cause desdits douze Chanoines prétendus - suspens, & Appellans comme d'abus de ladite Ordonnance du 9. Decembre, & encore de l'Ordonnance du 20. Mars 1717.

ET pour les Sieurs Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise Collegiale de S. Symphorien de la Ville de Reims, Intervenans & Appellans comme d'abus dudit Mandement du 5. Octobre 1716. & de ladite Ordonnance du 20. Mars 1717.

ET pour les Prieur & Convent de l'Abbaye de Nôtre Dame de-Mouzon, Ordre de S. Benoist, Congregation de Saint Vanne, Intervenans & Appellans comme d'abus dudit Mandement du 5. Octobre 1716.

CONTRE Messire François de Mailly, Archevêque Duc de Reims, premier Pair de France, Intimé.

IL sembloit qu'après tous les Arrests de divers Parlemens du Royaume, qui ont déclaré que la Constitution *Unigenitus* n'est pas suffisamment autorisée, pour
(A)ij

4
avoir force de loy; l'Eglise de Reims auroit esté en droit d'espérer que la paix de ses Ministres & de ses enfans ne seroit plus troublée au sujet de cette Constitution.

On peut dire même qu'il convenoit moins à M. l'Archevêque qu'à aucun autre d'y donner lieu. Ayant ordonné par son Mandement du 18. Avril 1715. d'adhérer & de souscrire à cette Bulle, sous peine d'excommunication encouruë par le seul fait, la Cour avoit reprimé cette entreprise par le fameux Arrest du 18. May 1716. & avoit même à cette occasion fait desenfes à tous Archevêques & Evêques, d'introduire dans leurs Diocèses l'usage des souscriptions & signatures, sans délibération des Evêques revêtuë de Lettres Patentes dûëment registrées en la Cour.

Mais M. l'Archevêque a crû que rien ne devoit l'arrester. Ne pouvant plus exiger du Clergé de son Diocèse, qu'il souscrivit à la Constitution, il n'a point cessé de vouloir la donner comme une regle de foy, de décrier tous ceux qui ne la reçoivent point, comme herétiques & rebelles à l'Eglise, & de se plaindre des Arrests de la Cour qui rendoient *l'autorité Episcopale presque inutile*, parce qu'ils l'empêchoient *d'écraser ces loups*.

C'est ce qui a paru d'abord par sa conduite & par ses discours, & ensuite par des écrits & Mandemens publics, & ce qui a obligé le Chapitre de l'Eglise Metropolitaine de se pourvoir par appel comme d'abus contre trois Ordonnances, le Chapitre de Saint Symphorien contre deux, & les Prieur & Convent de Notre-Dame de Mouzon contre celle du 5. Octobre 1716.

Le zele pour la saine Doctrine, & pour la paix de l'Eglise, la veneration qui est dûë à d'illustres Evêques, à des Corps très distinguez, & aux Puissances mêmes que Dieu a établies sur nos têtes; l'horreur que les Appellans devoient avoir de coopérer à leur propre diffamation, & à celle des personnes les plus respectables dans l'Eglise & dans l'Estat, les motifs enfin les plus indispensables ne leur ont pas permis de prendre part aux Mandemens de M. l'Archevêque, & les ont mis dans la nécessité d'en appeller. Les mêmes motifs les obligent à faire dans ce Memoire une exposition simple des faits, & des moyens d'abus, pour justifier leur conduite & leurs appels, mais sans

s'écarter en rien du respect qui est dû à un Prélat si distingué par sa naissance & par le rang qu'il tient dans l'Eglise.

FAIT.

M. l'Archevêque ayant donné un Mandement le 5. Octobre 1716. portant condamnation du Livre intitulé *du Témoignage de la vérité dans l'Eglise*, avec injonction aux Curez & à tous les Chapitres, Corps & Communautéz Ecclesiastiques d'en faire la lecture & la publication, & d'en apporter certificat dans un mois, sous peine de suspension encouruë par le seul fait, le Sieur de Lapis son Vicaire General en presenta un exemplaire au Chapitre dans la premiere assemblée capitulaire, qui se tint le Lundy 9. Novembre deux jours après la distribution de ce Mandement; & déclara que c'estoit afin qu'on en fît lecture dans cette même assemblée; on lut le dispositif, & le Chapitre surpris des clauses qu'il contenoit, députa sur le champ ses principaux Officiers que l'on nomme Senéchaux, pour faire à M. l'Archevêque de très humbles remontrances sur la nouveauté & l'inutilité de l'injonction qu'il faisoit au Chapitre.

Ils employèrent pour le toucher les instances les plus fortes & les plus respectueuses: elles furent inutiles. M. l'Archevêque répondit qu'il vouloit que son Mandement fût lu dans le Chapitre, & qu'il exigeoit cette lecture, parce qu'un tiers des Chanoines estoit *ensiché* de mauvaise doctrine; ce furent les termes de ce Prélat.

Dès le lendemain, 10. Novembre le Vice-Promoteur de l'Officialité signifia au Chapitre un Aîte par lequel il le sommoit de faire incessamment la lecture du Mandement de M. l'Archevêque, & étendant aux particuliers la peine qui n'étoit décernée par le Mandement que contre le Corps, il proteste dans cet Aîte de se pourvoir en cas de retard ou de refus, tant contre le Chapitre en general, que contre les membres du Chapitre qui seront refusans, pour faire déclarer par eux la suspension encouruë.

Le Chapitre appella comme d'abus par Aîte signifié le 14. Novembre, tant de la sommation du 10. que de l'Ordonnance du 5. Octobre, & de tout ce qui pourroit estre fait en con-

sequence; mais avant cette signification le Chapitre députa vers M. l'Archevêque les Senéchaux pour luy faire de nouvelles remontrances qui furent rejetées comme les premières: La Faculté de Theologie, le Chapitre de Saint Symphorien, quelques Chanoines d'un autre Chapitre, les Prieur & Religieux de Nôtre-Dame de Mouzon, Ordre de Saint Benoist, Congregation de Saint Vanne, & près de cent Curez de la Ville ou du Diocèse ont interjeté pareil appel.

Avant que de prendre aucune résolution sur la lecture de cette Ordonnance, le Chapitre voulut laisser aux particuliers le loisir d'examiner si cette lecture pourroit être faite sans préjudice à l'appel, & sans approbation du Mandement, ou si on ne devoit point le lire du tout. Dans le Chapitre ordinaire du Vendredi 4. Decembre 1716. on en indiqua un extraordinaire pour le lendemain 5. afin d'y délibérer sur cette importante matiere; il fut résolu unanimement d'y proceder par voye de scrutin, pour assurer la liberté des suffrages, pour témoigner plus de respect à M. l'Archevêque, & éviter toute occasion de blesser la charité. La pluralité fut pour ne point lire le Mandement. Dès le 9. Decembre Ordonnance de M. l'Archevêque imprimée en plusieurs formes, affichée, envoyée par tout, par laquelle il declare que *fause par le Chapitre d'avoir lu son Ordonnance du 5. Octobre, douze Chanoines qu'il nomme ont encouru la suspension portée par icelle, & absent & releve les autres.* Le Chapitre obtient le 10. Decembre un Arrest qui le reçoit Appellant comme d'abus du Mandement du 5. Oct. & ordonne que toutes choses demureront en estat. Autre Arrest du 16. qui reçoit le Chapitre pareillement Appellant de l'Ordonnance du 9. toutes choses demeurant en estat. Troisième Arrest du 30. qui renvoye les Parties au mois avec pareille clause.

On supprimera icy divers incidens qui ont rapport à la cause presente, mais qui n'en font pas proprement partie, la Lettre de M. l'Archevêque aux Prélats assemblez à Paris, en date du 4. Decembre 1716. son Instruction Pastorale, & son Ordonnance du 4. Jany. 1717. par laquelle il condamne le Discours du sieur Recteur de l'Université de Paris, & la Lettre que les Curez du Diocèse de Paris ont écrite à M. le Cardinal de Noailles leur Archevêque au sujet de la Constitution, ses

Decrets des 1. & 4. Fevrier 1717. contre l'élection du Recteur de l'Université de Reims, les entreprises par lesquelles on a exclu les Senéchaux & autres prétendus-suspens des fonctions purement temporelles de divers Offices, & privé ces douze Chanoines & quelques Curez de leurs droits les plus certains.

On dira seulement que le Chapitre de l'Eglise Metropolitaine, celuy de Saint Symphorien, la Faculté de Theologie, l'Université, les Prieur & Convent de Nostre-Dame de Mouzon, les Curez de la Ville & du Diocèse menacez de nouvelles censures ont crû devoir s'en mettre à couvert; en adhé rant par Actes des 8. 22. 25. 26. 27. Mars 1717. à l'appel au futur Concile interjeté par quatre illustres Prélatz, & appeller, entant que besoin seroit, audit Concile, tant de la Constitution *Unigenitus* que de tout ce qui se seroit fait, ou se feroit en consequence.

L'appel du Chapitre de l'Eglise Metropolitaine fut signifié le 22. à M. l'Archevêque, le 23. se celebroit la Feste de l'Annonciation.

Dès le 24. parut une Ordonnance imprimée, dont voici les termes : *Nous ordonnons à tous Curez, Docteurs en Theologie, & Chanoines se disant exemts ou non exemts, de nostre Diocèse, qui n'ont pas encore publié ou reçu la Constitution de N. S. P. le Pape Clement XI. ou qui après l'avoir publiée ou reçue par des Actes authentiques, l'ont rejettée ou desavouée, soit en chaire, soit par des declarations à Nous envoyées, soit enfin par tout autre Acte contraire à leur acception precedente, de recevoir ladite Constitution qui commence par ces paroles, Unigenitus Dei Filius, conformément à l'acception qui en a esté faite par l'Assemblée du Clergé de France tenue à Paris en 1713. & 1714. & ce dans huit jours pour tous ceux qui sont dans la Ville de Reims, & dans trois semaines pour ceux qui sont dans les autres Villes ou à la campagne, à compter du jour de la signification des presentes, sous peine d'excommunication qui sera encourue par le seul fait par tous ceux qui dans ledit tems ne seront point venus Nous declarer leur acception.*

Cette Ordonnance fut signifiée le Mercredy-Saint à soixante Chanoines, Curez ou Docteurs dans la Ville de Reims, & bien-tost à un grand nombre de Curez dans le reste du Diocèse; le Chapitre fut obligé de se pourvoir par appel com-

me d'abus contre cette Ordonnance si irreguliere; l'Université, la Faculté de Theologie, le Chapitre de Saint Symphorien, près de six vingts Curez de la Ville & du Diocèse en appellerent de même, & en même temps au futur Concile. En vain on se flatta qu'un relief d'appel obtenu en Chancellerie le 18. Avril arrieroit M. l'Archevêque; en vain on luy signifia des protestations de la part du Chapitre & de la Faculté, qui exposoient les defauts de l'Ordonnance du 10. Mars, & les raisons pour lesquelles on ne pouvoit déferer aux censures dont elle menace; M. l'Archevêque fit faire les 5. & 9. Avril à 16. tant Chanoines que Curez de la Ville, du nombre de ceux auxquels l'Ordonnance estoit signifiée, des monitions canoniques: les choses auroient esté poussées aux dernieres extremités, & le Diocèse seroit à present plein d'excommuniés dénoncés, qui auroient esté encore exposez à d'autres vexations, si le Chapitre conjointement avec l'Université, la Faculté de Theologie, le Chapitre de Saint Symphorien & plusieurs Curez n'avoient obtenu de l'équité & de la sagesse de la Cour un Arrest en date du 10. Avril qui fait *defenses d'exceuter l'Ordonnance du 10. Mars, passé outre & faire poursuites ailleurs qu'en la Cour.*

Cet Arrest fut signifié le 13. Avril à M. l'Archevêque, lorsque la troisième monition estoit déjà dressée, & les copies toutes prêtes à estre envoyées.

Telle est la suite & la situation de l'affaire, sur laquelle la Cour doit prononcer. Il faut à present déduire les moyens sur lesquels le Chapitre de Reims espere qu'elle declarera abusives les Ordonnances des 5. Octobre & 9. Decembre 1716. & 10. Mars 1717. aussi-bien que tout ce qui s'est fait en consequence.





MOYENS D'ABUS

Contre le Mandement du 5. Octobre 1716.

I. MOYEN.

Le premier & le principal moyen d'abus que les six Docteurs, prétendus excommuniés, proposèrent à la Cour contre le Mandement du 18. Avril 1715. lequel elle déclara abusif par le célèbre Arrest du 28. May 1716. fut que ce Mandement imposoit aux Ecclesiastiques du Diocèse de Reims l'obligation d'ADHERER à une Constitution qu'on n'étoit point obligé de recevoir.

Ils firent voir que c'étoit abuser de l'autorité Episcopale, troubler l'Eglise & l'Etat, introduire la division dans la Foy, dans l'Episcopat & dans le Corps même de Jesus-Christ, exercer une domination interdite par l'Evangile, & contraire à l'esprit du saint Ministère. Ils ajoutèrent que c'étoit une entreprise contraire aux saintes maximes touchant l'autorité de l'Eglise Universelle, & les justes bornes qu'on doit mettre à celle du Pape ; maximes cependant qui sont le fondement de nos précieuses Libertez, & qu'enfin ce commandement ne pouvoit être appuyé que sur des suppositions qui venoient d'être condamnées par les Arrests de la Cour.

L'Avocat de M. l'Archevêque en convint dans le fonds, & il ne lui resta d'autre ressource que de dire que M. l'Archevêque n'exigeoit qu'une soumission extérieure de respect, de silence & de discipline, & non une adhésion de croyance intérieure. M. Joly de Fleury qui remplissoit alors si dignement la place d'Avocat Général, fit aisément sentir dans son Discours le foible d'une pareille défaite, aussi bien que la force & la justice d'un moyen qu'on ne pouvoit ni combattre que par des maximes très fausses, ni éluder que par des suppositions absolument chimériques.

Or il est encore plus clair aujourd'hui, & que M. l'Archevêque veut obliger les Appellans & tous les Ecclesiastiques

(B)

de son Diocèse à adhérer à la Constitution, & qu'il ne le peut entreprendre sans un abus manifeste.

Il est vray que la Constitution n'est pas appelée en propres termes *regle de Foy* dans le Mandement du 5. Octobre 1716. comme elle ne l'étoit pas non plus dans celui du 18. Avril 1715 ; mais il y a tant de termes équivalens qu'on ne peut s'y méprendre. Tandis que toute la France applaudissoit à l'excellent Discours par lequel l'illustre Magistrat que nous venons de nommer avoit représenté à la Cour que plusieurs Evêques de France n'avoient point reçu la Constitution : que presque tous ceux qui l'avoient reçûe ne l'avoient fait qu'avec des Mandemens & des Instructions qui l'expliquent ; qu'on ne rapportoit aucune preuve que toutes les autres Eglises Catholiques l'eussent reçûe unanimement & uniformement, ni même qu'elles l'eussent reçûe en quelque maniere que ce pût être ; qu'on ignoroit encore si tous les Evêques du Monde Chrétien en avoient été instruits par des voyes canoniques, & qu'il étoit de notoriété publique qu'il y avoit de grandes Eglises & des Royaumes entiers qui ne l'avoient pas reçûe, M. l'Archevêque au contraire déclare que la Constitution est *une définition de Foy, qui a des marques certaines d'authenticité, & que c'est d'un vain prétexte couvrir l'indocilité, & résister à l'evidence même, que d'alléguer que la Constitution n'a point été manifestée aux Nations, & de révoquer en doute sa notoriété.*

Discours du 11.
May 1716.

Mandem. du 5.
Octob. pag. 7.

Mandement P.
27.

pag. 38.

On avance que l'Auteur Anonyme du Témoignage de la Vérité doit conclure de ses propres principes que la Constitution a force de Loy, & quelque dangereux que soient ces principes, étant appliquez aux Bulles des Papes, comme il est aisé de le faire voir, M. l'Archevêque les adopte, parce qu'il croit que la Constitution réclame ces maximes. Elle est notifiée, dit-il, à tous les Evêques Catholiques. Une partie y a acquiescé par une acceptation expresse, les autres demeurent dans le silence, & ce silence, selon un Auteur à qui M. l'Archevêque prétend que la vérité a échappé, en ce point, doit être pris pour un consentement exprès.

Et comment prouve-t-on que de ses principes cet Auteur doit conclure que la Constitution a force de Loy ? parce qu'ils doivent s'appliquer aux définitions de l'Eglise répandue par

toute la Terre. La Constitution est donc du nombre de ces définitions de toute l'Eglise. Cela paroît si certain à M. l'Archevêque, qu'il ne veut pas qu'on doute de l'acceptation des autres Nations : & que ce doute, selon luy, est volontaire & affecté en faveur de quatorze Prélats. *Qu'ils acquiescent, ajoute-t-il, ce doute volontaire se dissipera aussi tôt, & la Bulle sera dès lors censée universellement reçue, & faire Loy dans l'Eglise.* Sur quoy il se récrie, *Quelle illusion ! Est-ce ainsi que l'on se joue de la Religion Catholique, & la vérité ne consiste-t-elle plus que dans de vaines idées ?*

M. l'Archevêque demande si ceux qui ne reçoivent pas la Constitution croient forcer l'Eglise à se relâcher honteusement, parce qu'ils paroissent le flambeau de la discorde à la main. C'est donc l'Eglise qu'il suppose qui a parlé.

PAG. 42.

Le Livre des *Hexaples* est condamné dans le dispositif du Mandement, comme renouvelant des erreurs plusieurs fois condamnées par le Saint Siège, spécialement par la Bulle *Unigenitus*, & par les Evêques. Cette Bulle est donc une règle de foy, sur laquelle les Livres doivent être examinés, & toute Proposition qui approchera de quelqu'une des cent-une de la Bulle, quelque explication qu'il puisse y avoir pour exclure les erreurs qu'on a voulu y trouver, sera dès lors regardée comme condamnée par le Saint Siège & par les Evêques.

Enfin les reproches de schisme & d'hérésie répandus dans tout le Mandement contre ceux qui ne reçoivent pas la Constitution, forment la preuve la plus complète que M. l'Archevêque veut dans le Mandement même nous la proposer comme règle de Foi.

L'Avocat de M. l'Archevêque n'a osé nier ce fait, tant il est clair, ni l'avouer, tant il est insoutenable. Il s'est contenté de dire qu'au moins la Constitution n'est pas appelée *Règle de Foi, loi de l'Eglise*, en termes formels, & que ce n'est même que dans le préambule que se trouvent les Propositions d'où on tire cette conséquence ; qu'il est vrai que ce Prélat appelle Schismatiques ceux qui ne la reçoivent point ; que le mot d'Hérétiques lui a échappé, mais que dans le langage de l'Eglise on appelle ainsi ceux qui sont désobéissans, parce que la désobéissance est la source des schismes & des hérésies.

(B ij)

Mais répondre ainsi, est-ce justifier un Mandement, ou l'abandonner ? Si la Constitution est regle de foy, que ne le dit-on à pleine bouche ? Si elle ne l'est pas, que ne le déclare-t-on de même ? Qu'importe qu'elle nous soit proposée comme Løy de l'Eglise en termes formels ou en termes équivalens, dans le dispositif ou dans un préambule qui est si étroitement lié au dispositif, & que le dispositif nous ordonne de publier & par conséquent d'adopter ? La vérité, la justice, la paix, la sage disposition des Arrêts de la Cour en sont-elles moins blessées ? & les Ecclésiastiques du Diocèse de Reims moins obligés à réclamer, ou le Mandement en est-il moins abusif ?

Dire que l'Eglise appelle Hérétiques & Schismatiques ceux qui sont désobéissans, sous prétexte que la désobéissance est la source des schismes & des hérésies, c'est attribuer à l'Eglise qui est gouvernée par l'esprit de sagesse & de vérité, le droit de tenir une conduite où il n'y auroit ni sagesse, ni vérité, ni justice, ni raison ; & si de pareilles maximes avoient lieu, il faudroit appeler hérétiques tous ceux qui ont de l'orgueil & de l'ambition, tous les avars & les impudiques, tous tous les esprits curieux, opiniâtres, superstitieux, parce que tous ces vices peuvent conduire à l'hérésie. A ce compte, on trouvera bien des hérétiques dans les Pays les plus Catholiques.

Mais encore par quelle désobéissance avons nous mérité ce titre ? il est bon de le remarquer. Nous ne sommes hérétiques que parce que nous sommes désobéissans, & notre désobéissance consiste à n'avoir pas voulu autoriser par une lecture solennelle & par le certificat qu'on nous demandoit, un Mandement qui nous traite d'hérétiques. Ainsi nous sommes hérétiques parce que nous ne voulons pas convenir que nous le soyons. Quel moyen après cela d'échaper ! si nous acquiesçons au Mandement, notre propre aveu nous convainc d'hérésie, & si nous n'y acquiesçons pas, notre résistance met en droit de nous appeller schismatiques & hérétiques.

Accusation atroce sous laquelle nous demeurerions accablés, & à jamais deshonorez, si elle n'étoit visiblement injuste. Nous embrassons, grâces à Dieu, toutes les décisions & toute la Doctrine de l'Eglise, & si nous ne recevons pas la Constitution, c'est parce qu'il est évident qu'elle n'est point

regle de foi, que l'Eglise ne nous la propose point comme telle, & que M. l'Archevêque ne peut sans abus nous obliger d'y adhérer.

En effet pour obliger les Fideles à adhérer à un Decret dogmatique, il faut de deux choses l'une, ou que ce Decret soit par luy même, & avant l'examen du Corps des Pasteurs, si manifestement conforme à la Foy de l'Eglise, qu'on ne puisse le rejeter qu'en rejetant la Foy même, ou que l'Eglise entiere l'appuyant de son autorité nous ait répondu de sa conformité avec l'ancienne Doctrinè contenue dans l'Ecriture & dans la Tradition.

Or oseroit-on dire que la Constitution ait l'un ou l'autre de ces deux caractères ? qu'il n'y a point de Propositions entre les cent-une que nous ne fussions obligez de condamner, quand aucun Evêque ne se seroit expliqué là-dessus, tant elles sont manifestement opposées à la Doctrinè de l'Eglise, ou bien que l'Eglise entière a décidé par le jugement libre & unanime du Corps des Pasteurs qu'il faut les condamner toutes ; & même de quelle manière & en quel sens il les faut condamner, & quel dogme précis il faut croire en conséquence de leur condamnation ?

La fausseté évidente de ces suppositions nous dispense de les réfuter, & ce sont d'ailleurs des choses jugées. La Cour n'auroit pas mis à la condamnation des cent-une Propositions des restrictions essentielles, si elles étoient clairement condamnables ; elle n'auroit pas condamné les *Tocsins*, si la Bulle étoit une regle de foy reçue de toute l'Eglise.

Nous dirons seulement un mot de la prétendue acceptation tacite des Eglises qu'on veut faire valoir en faveur de la Bulle, & qui est en effet la seule ressource de ceux qui veulent luy donner une autorité irréfragable. Mais pour nous obliger à recevoir la Constitution en vertu de cette prétendue acceptation, il faut que cette acceptation soit bien certaine & bien régulière. Quelle preuve nous en apporte-t-on ?

L'Inquisition a fait, dit-on, publier la Bulle en Espagne : mais une formalité ordinaire à ce Tribunal & commune aux Bulles que l'Eglise ne reçoit point, peut-elle donner beaucoup de poids à la Constitution *Unigenitus* ? La publication faite par des Inquisiteurs n'est point une preuve ni du con-

sentement des Eglises d'Espagne, dont ils ne sont point les Pasteurs, ni de celui des Evêques qui ne pouvant empêcher ces publications irrégulières, ne croient pas les autoriser par leur silence.

Lettre aux
Card. p. 2.

Mais c'est ce silence même des Evêques & des Eglises qu'on nous oppose pour prouver que la Constitution est généralement reçue & suffisamment autorisée. On prétend que le *silence des Evêques du reste du monde à qui la Bulle a été notifiée est un tacite consentement*. Voilà donc quelle est la preuve que la Constitution est regardée par les Evêques de l'Univers comme règle de foy; c'est qu'ils ne parlent point, qu'ils ne s'expliquent point, qu'ils ne l'ont ni proposée pour règle aux Fideles, ni formellement rejetée. Et par où sçait-on ce qu'ils en pensent, & ce qu'ils veulent que nous en pensions?

Etrange manière de terminer les contestations dans l'Eglise. Des Juges muets prononcent, non en enseignant, non en décidant, mais en gardant un profond silence, sans entendre ce qui se peut alléguer de part & d'autre, sans examen, sans peut-être sçavoir dequoy il s'agit, sans délibération, sans s'informer de ce que pensent les autres Juges de la Foy, sans prendre part à la dispute, sans s'y intéresser, sans peut-être avoir lû la Bulle.

Que ne découvroit-on cette voye à nos Peres? Les Evêques ne se seroient pas fatigués pour se rendre aux Conciles: ils n'auroient formé ni Canons ni Symboles, le silence suffisoit.

Mais vous faites injure à tant d'Eglises, nous dira-t-on, que de prétendre qu'elles souffrent en silence une Constitution qu'elles n'approuveroient pas. Et n'est-ce pas au contraire faire aux Eglises l'injure du monde la plus atroce, que de prétendre qu'elles approuvent tout ce qu'elles ne rejettent pas avec éclat? Que deviendroient la Foy, la Morale, la Discipline, si tous les Evêques qui ne reclamèrent point avoient consenti à la décision d'Honorius, aux Decrets de Grégoire VII. à ceux de Boniface VIII. aux Bulles de Pie II. de Jules II. de Grégoire XIII. qui défendent les appels au futur Concile?

De plus, supposons que tous les Evêques soient prompts & fideles à reclamer contre ce qui leur paroît digne d'être re-

jetté, que nul Evêque ne fasse exception à cette regle quand il s'agit du Souverain Pontife, qu'ils ne se taisent point pour prendre le tems & les moyens de s'instruire, qu'ils ne se reposent pas sur les Evêques de France du soin de finir ces disputes; supposons enfin que ceux qui ne reclamation point contre la Bulle, ne croyent pas qu'elle doive être rejetée: mais s'ensuit-il de-là qu'ils croyent qu'elle doive être acceptée, qu'ils le croyent en Juges, & après avoir comparé la Doctrine de la Bulle sur chaque Proposition avec celle de l'Eglise, qu'ils le croyent avec plus d'assurance que plusieurs d'entre eux ne croyent le Pape infaillible, & que ne regardant pas son infaillibilité comme une vérité de foy, ils veulent que nous regardions la Constitution comme une regle de foy.

Mais pour anéantir tout d'un coup cette prétendue acceptation tacite, il ne faut que se mettre au fait des véritables principes sur cette matiere. L'acceptation tacite ne peut estre prompte que quand le Decret qu'on accepte est si clairement conforme à la Doctrine de l'Eglise, qu'il ne faut point de discussion pour s'en assurer. Berenger est condamné pour avoir nié la transsubstantiation: le Decret du Concile de Rome est approuvé par tout dès qu'il est lu, le dogme qu'il contient estoit si connu & si certain, qu'il n'a point besoin d'examen.

Dès qu'il y a difficulté il faut que les Pasteurs conferent, ou s'il ne se tient point d'Assemblées, ce n'est qu'insensiblement, & par un long espace de tems qu'ils peuvent se réunir dans un même sentiment, parce qu'alors le consentement ne vient pas d'une décision que fixe les esprits, mais d'une communication de lumieres qui ne se fait que peu à peu. Ainsi le Decret du Pape Estienne ne se trouva reçu universellement dans l'Eglise que dans le quatrième siecle, plus de cent ans après qu'il eût esté porté, & cependant il ne regardoit qu'un seul point, & sur lequel la pratique de chaque jour manifestoit le sentiment des Eglises.

Appliquons ce principe à la Bulle. Si elle estoit claire, & clairement bonne, si elle proposoit distinctement sur chaque proposition ce qu'il faut croire, si le dogme précis qu'elle proposeroit n'estoit ni douteux, ni contesté par les Catholiques, elle pourroit estre tacitement reçûe en peu de tems: il ne faudroit en ce cas que notifier aux Eglises le crime & la condamnation de ceux qui auroient combattu la foy.

Mais si le Pape a voulu décider des contestations agitées avec feu & depuis long-temps, si la Bulle dans son sens naturel donne gain de cause à de nouveaux Theologiens sur des sentimens qui ont esté jusqu'ici au moins très suspects de nouveauté & de fausseté, si on ne sçait pas au juste qu'elles propositions elle condamne comme heretiques ou comme téméraires, ni ce qu'elle condamne dans ces propositions, si elle embrasse les matieres les plus importantes, & que la discussion de ces matieres demande l'examen le plus exact de l'Assemblée la plus nombreuse & la plus canonique, il n'est pas possible qu'elle ait esté tacitement acceptée par voye de jugement en peu d'années, ni qu'elle soit devenuë regle de Foy.

Il en faut donc revenir à la nature de la Bulle, & ce Decret auquel il a paru si difficile de donner des explications suffisantes, pour mettre à couvert la verité, il faut qu'il soit si clairement bon, qu'il ait-suffi de le montrer à toutes les Nations pour enlever tous les suffrages. Que si on ne peut se soutenir dans une telle hypothese, laquelle dans le fond condamneroit la conduite des Evêques acceptans, il faut renoncer à la chimere de la prétenduë acceptation tacite, & demander le jugement solennel de l'Eglise dans le Concile general.

Il est donc vrai que rien n'est moins réel que la prétenduë acceptation de la Bulle par toute l'Eglise, & que le Mandement du 5. Octobre 1716. qui la propose comme regle de Foy ne peut estre qu'abusif.

II. MOYEN.

Les reproches infamans dont M. l'Archevêque de Reims accable le Clergé de son Diocèse & tous ceux qui sont dans les mêmes sentimens, sans épargner même les personnes les plus respectables, fournissent un second moyen d'abus, & confirment le premier.

Rien ne fait mieux voir que M. l'Archevêque oblige à regarder la Constitution comme regle de Foy, que ce qu'il dit des Ecclesiastiques qui ne la reçoivent pas. Ce sont selon luy, *des Prêtres discoles, opiniâtres, schismatiques, des Novateurs, des Séctaires, des Jansenistes veritables heretiques, pires que les anciens heretiques, & que les idolâtres mêmes, des loupes déguisez*

déguisez sous la peau de brebis, des Ministres d'iniquité qui manifestent leur hérésie au grand scandale de plusieurs, & au renversement de la Foy, mais qui estoient encore plus dangereux; lorsque retenus par la crainte, ils répandoient secrètement le venin de leur pernicieuse Doctrine.

Ce sont les Prêtres de son Diocèse que M. l'Archevêque traite si indignement, sans qu'ils luy en ayent donné le moindre sujet; ce sont les Appellans: c'est en particulier sur le Chapitre de l'Eglise Metropolitaine qu'il veut faire tomber ces reproches. En peut-on douter, si on fait attention que depuis le 28. May 1716. M. l'Archevêque n'est point entré dans son Eglise, pour ne point communiquer avec des Chanoines qu'il regarde toujours comme excommuniés, quoique la Cour par son Arrest du 28. May 1716. ait déclaré leur excommunication nulle & abusive, comme elle l'étoit évidemment par défaut de cause, de preuves & de pouvoir dans le Juge; à quoi il faut ajouter qu'il a interdit presque tous les Chanoines qui avoient des pouvoirs de prêcher & de confesser; qu'il leur a fait signifier par un Huissier cette revocation de pouvoirs, qu'il a affecté contre l'usage constant d'enjoindre au Chapitre de l'Eglise Metropolitaine la lecture de son Mandement, & de le menacer des censures, & qu'il en a rendu cette raison si odieuse, que le tiers de la compagnie estoit entiché de mauvaise Doctrine.

Il est donc visible que ç'a esté pour deshonorer le Chapitre, que le Mandement du 5. Octobre luy a esté adressé, qu'en enjoindre la lecture à cette compagnie, c'étoit luy ordonner d'autoriser sa propre diffamation, que le Chapitre auroit paru y consentir en faisant cette lecture, & que le certificat sur tout qu'on exigeoit de luy auroit esté un monument éternel de l'acquiescement que le Chapitre auroit donné à l'étrange peinture que ceux qui abusent de la confiance de M. l'Archevêque luy ont fait faire de son Chapitre, du Clergé & du peuple même de son Diocèse.

Mais quand les Appellans auroient pû oublier ce qu'ils se devoient à eux-mêmes & au Diocèse, ou plutôt à l'Eglise à laquelle ils sont responsables de leur reputation, jusqu'au point d'obéir à une loy si odieuse, pouvoient-ils autoriser ce que le Mandement renferme d'injurieux à d'illustres Prélats qui

(C)

font l'honneur de nostre siècle, comme ils feront l'admiration de la posterité ? Prélats cependant que M. l'Archevêque ne craint point de mettre en parallèle avec les heretiques.

Mandement
Pag. 14.

Pag. 257

Pag. 35.

Pag. 39.

Pag. 13.

Non-seulement on a soin d'inculquer qu'il est peu d'heresies & de schismes qui n'ayent eu des Evêques pour partisans, qu'on en compte plusieurs d'une grande reputation dans le parti d'Arius, de Donat, de Pelage, que Luther & Calvin en ont entraîné plusieurs dans le tems de leur prétendue reformation, que la verité trouve toujours quelques Opposans parmi les Evêques mêmes, que les nouveautez appuyées par de grands Prélats rencontrent de plus grands obstacles de la part des Evêques qui ont du zele pour la Religion. On veut que les peuples sachent que le schisme separe de l'Eglise, de même que l'heresie, par la disension Episcopale. On fait entendre nettement que les Evêques non acceptans ont besoin d'estre ramenez, comme s'ils estoient égarés. Et il n'y a personne qui ne voye que c'est par raport à eux qu'on remarque que dix Evêques d'Egypte dans le Concile de Calcedoine, se defendant de recevoir la Lettre Dogmatique du Pape Saint Leon contre Eutychès, les Peres du Concile ne se consentirent pas de la profession de Foy qu'ils presenterent, ni de l'anatheme qu'ils dirent à cet heresiarque, & à tous ses sectateurs, & qu'ils s'crierent unanimement : Qui devons-nous plutôt suivre, ou le Patriarche d'Alexandrie ou le Saint Evêque de Rome ? Nous n'avons point d'autre Foy que celle de Leon. Quiconque ne souscrit pas à sa Lettre est heretique. Il n'est pas juste d'écouter dix Evêques refusans, (c'est ainsi qu'on traduit decem hereticos) au préjudice de douze cens autres qui l'ont acceptée. Qu'ils s'y soumettent donc, ou qu'on prononce leur jugement, qu'on les regarde comme heretiques, & qu'ils sachent qu'ils sont excommuniés.

Quem igitur
sequimini sanctis-
simum Leo-
nem, aut Diof-
corum ? Re-
verendissimi E-
piscopi clama-
verunt, ut Leo-
nem credimus.
Qui non cen-
sentis Episcopa-
Sanctissimi Ar-
chiepiscopi Leo-
ni, hereticus est. . . Non est justum decem hereticos audiri, & pratermitti mille ducentos Episco-
pos, sed aut consentiant Episcopi, aut regularem damnationem suscipiant & cognoscant, quia excom-
municati sunt. . . Omnes Reverendissimi Episcopi clamaverunt, ista heretici sunt. Concil. Calced.

act. 4. tom. 4. Concil. pag. 521. 524. 525. 560.

Pag. 5. & 14.

Quand M. l'Archevêque n'auroit pas fait luy-même dans sa Lettre aux Cardinaux Archevêques & Evêques, l'application de ces paroles aux Evêques non-acceptans, quand il n'y

auroit pas dit que ces Prélats doivent ceder au jugement de l'Eglise, s'ils ne veulent s'exposer à ressentir les effets de son autorité, & qu'une plus longue résistance seroit criminelle, le sens du Mandement du 5. Octobre estoit clair par luy-même, & personne n'auroit douté que nous n'eussions, en y acquiesçant, consenti au parallele odieux qu'on y faisoit de ces Evêques avec ceux d'Egypte.

Quelle différence néanmoins entre les uns & les autres ? ceux d'Egypte avoient absous Eutyches, mis à mort Saint Flavien, anathematisé ceux qui reconnoistroient deux natures en Jesus-Christ : ne voulant, ni ceder, ni reculer, ils avoient osé dans le Concile même de Calcédoine déclarer qu'ils soutenoient ce qu'ils avoient dit dans le brigandage d-Ephèse, *ista tunc diximus, & nunc dicimus*. Leur confession de Foy estoit imparfaite : l'anathème prononcé contre Eutychès pouvoit paroître conditionnel ou accompagné de restriction, extorqué par force & ambigu : ils refusoient de souscrire une Lettre admirable, clairement orthodoxe, donnée dans un Concile, souscrite en Occident, & par douze cens Evêques, approuvée dans un Concile œcumenique. Voilà quels estoient ceux à qui on compare des Prélats d'une orthodoxie, & d'une droiture reconnue de tout le monde.

Cependant ces dix Evêques d'Egypte, tels que nous venons de dire, ayant témoigné qu'ils souscriroient après l'ordination d'un Patriarche d'Alexandrie, les Juges qui estoient au Concile au nom de l'Empereur, plus moderez que les Evêques, représenterent qu'il estoit raisonnable de leur accorder le délai qu'ils demandoient. Le Concile consentit, & il se trouva à la fin que ces Evêques estoient revenus à la vérité, & qu'ils n'estoient ni heretiques, ni excommuniés, ce qui donna beaucoup de joye à l'Eglise.

Exemple qui fait voir que des Magistrats seculiers, sans être Juges de la Foy, peuvent quelquefois redresser des Evêques mêmes, & arrester un zele trop ardent, lorsqu'il est visible que la Foy n'est point en danger. Mais c'est encore ce qu'il paroît que M. l'Archevêque ne peut souffrir. Il ne veut point que les puissances seculieres se mêlent des affaires de l'Eglise : il parle de puissantes protections accordées à l'erreur, il remarque que les Ariens excommuniés n'avoient pas été

Tom. 4.
Concil.
Pag.

Pag. 312.

Mandement
Pag. 20.
Pag. 14. & 31.

(C) ij

pag. 4. *Il pouvoir s'adresser à l'Empereur, pour estre réintégré par son autorité, il se plaint que l'autorité Episcopale devenue inutile ne peut plus servir à éraiser les loupes, & qu'il ne lui reste qu'à gémir devant Dieu des desordres auxquels il ne sauroit remédier, ni par sa vigilance, ni par sa fermeté.*

Il n'estoit gueres possible de marquer plus clairement, combien il improuvoit l'Arrest du 28. May 1716. & obliger les Chanoines & les Curez à publier ce Mandement, c'estoit visiblement obliger des personnes qui avoient gagné leur procès, à annoncer qu'ils devoient le perdre, & que les Juges avoient tort.

Enfin M. l'Archevêque n'a pû s'empêcher de nommer le Tribunal Auguste dont il se plaignoit. Voici comment il s'explique au sujet de l'excellent discours du Sieur Recteur de l'Université de Paris, adopté & applaudi par cette Université la plus celebre de l'univers, & la plus digne d'estre estimée. *Un Ecclesiastique, s'écrie-t-il, ose dire dans un discours académique, & sous les yeux du Parlement qui a enregistré les Lettres Patentes du Roy au sujet de la Constitution, qu'elle a esté à tous les gens de bien un sujet de gémir & de s'affliger... Une telle audace demeurera-t-elle impunie? ne seroit-il libre que de décrier la Constitution, & le poids de l'autorité seculiere se feroit-il sentir seulement à ceux qui disent que la Bulle est reçue, lorsqu'acceptée formellement en France par presque tous les Evêques, & appuyée de l'autorité Royale, elle ne trouve nul Evêque dans le reste de l'univers qui s'y oppose. Le Sacerdoce & l'Empire ne concourront-ils pas à reprimer les mouvemens que des esprits seditieux excitent en divers endroits dans l'Eglise Gallicane? ... Le silence en pareilles occasions doit estre suspect & c'est favoriser l'erreur que de se taire.*

M. l'Archevêque ne pouvoit sans abus enjoindre aux Appelans d'adopter de pareilles plaintes par la publication de son Mandement, & de manquer au respect qu'ils auront toujours pour un Tribunal dépositaire de l'autorité Royale, qui protege en toute occasion la Justice & l'ordre public, & qui peut presque seul maintenir la paix & soutenir l'innocence, en attendant le rétablissement des Conciles Provinciaux, & le jugement du Concile general.

III. MOYEN.

Le Mandement du 5. Octobre 1716. ne diffame pas seulement les Ecclesiastiques qui composent aujourd'hui le Clergé du Diocèse de Reims, il dégrade à jamais ce Clergé, & tout le second Ordre; & c'est un nouveau moyen d'abus que les Appellans ne peuvent se dispenser de relever, sans abandonner leurs droits les plus précieux.

Ils ne s'étendront point à démêler ce que M. l'Archevêque avance contre la nécessité du temoignage & du consentement des Prêtres, ni à faire voir en quel sens il n'appartient qu'aux Evêques de juger des matières de Foi.

Voyez sur
cela le Memoire
pour la Faculté.

Il suffit d'observer que si le pouvoir de juger en premier convient à tous les Evêques par leur caractère, de sorte qu'ils ne peuvent en être dépouillés, sans être déposés, ce privilège qui ne peut leur être ôté, n'empêche pas que les Prêtres ne puissent juger en second avec l'Evêque & sous l'Evêque, comme étant les Assesseurs; & même sans l'Evêque, mais en son absence, après sa mort, ou en son nom, & par son ordre.

C'est ce qui paroît clairement par l'usage perpétuel de l'Eglise: On a toujours vu les Prêtres & les Diacres opiner dans les Conciles, comme Procureurs des Evêques, ou comme députés des Eglises, le Siege vacant.

Mais les Appellans ne peuvent dissimuler l'injure que leur fait M. l'Archevêque en chassant indifféremment des Conciles tout le second Ordre du Clergé, & en adoptant, pour les en exclure, les cris tumultueux des Evêques d'Egypte: *Synodus Episcoporum est, non Clericorum; superfluos foras mittite.* Ce qui est traduit ainsi dans le Mandement: *Il n'appartient qu'aux Evêques, & non au second Ordre, d'assister aux Conciles. Qu'on fasse sortir ceux qui n'ont pas droit d'être ici.*

Mandem. p. 100.

Tom. 4. Concil. p. 117.

On pourroit remarquer que ces Prélat, dont on nous cite ici les paroles, les Evêques d'Orient criaient qu'on les chassât comme Manichéens, comme homicides, comme séditieux & ennemis de la Foi, & qu'en effet ils parlèrent en hérétiques contre les deux natures en J. C. dans la même Session où ils crièrent contre la présence du second Ordre au Concile, au lieu que dans la Session 4. où M. l'Archevêque approuve qu'on les ait appelés hé-

p. 102. & 103.

p. 123.

rétiqnes, ils étoient revenus à de meilleurs sentimens.

Mais à regarder la chose en elle-même, est-il possible qu'on veuille exclure des Conciles les Députés du second Ordre, & sur tout ceux des Chapitres des Eglises Cathédrales ? Nous croyons devoir faire ici parler les faits, & un Auteur généralement estimé, qui travailloit par ordre des Evêques, dont on ne l'accusera pas d'avoir avili la dignité, & qui a dédié son Ouvrage à feu M. l'Archevêque de Paris.

D'scipl. Ecclef.
1. Partie, liv. 1.
ch. 42. n. 2.

C'est le P. Thomassin qui observe, que durant les premiers siècles « les Chapitres des Eglises Cathédrales formoient un même Corps avec leurs Evêques, & partageoient avec eux les soins & le gouvernement de leurs Diocèses, ou plutôt qu'ils les gouvernoient avec eux, sans division & sans partage, avec une parfaite dépendance de leurs Prélats, avec une concorde inviolable entr'eux, & une autorité entière sur les Fideles.

« Je dis donc, ajoute cet Auteur, que les Prêtres & les Diacres des Villes Episcopales faisoient le Clergé supérieur, à qui nous donnerons par avance le nom de Chapitre, & ne formoient qu'un Corps & comme un Conseil avec leur Evêque, ayant indivisiblement avec lui & sous lui le gouvernement de tous les autres Ecclesiastiques & de tous les Fideles du Diocèse.

n. 4.

Siricius Epist. 1.

« Le Pape Sirice condamna Jovinien & sa nouvelle hérésie, dans une Assemblée de ses Prêtres & de ses Diacres, qu'il appelle son Presbyterie : *Faëto ergo Presbyterio. ... omnium nostrum tam Presbyterorum & Diaconorum, quam etiam totius Cleri una suscitata fuit sententia. ...* Le Pape Felix pronça une Sentence de déposition contre le faux Evêque d'Antioche, Pierre Cnaphée, & il la pronça en son nom, & au nom de tous ceux qui soutenoient & qui gouvernoient avec lui le Saint Siege Apostolique, c'est-à-dire, de ses Prêtres & des Diacres. *Firma sit hac tua depositio à me, & ab his qui unà mecum Apostolicum thronum regunt.*

Felix 113.
Epist. 4.

n. 3.

« Ce que nous avons dit des Papes Sirice & Felix, fait manifestement connoître que les Prêtres & les Diacres de l'Eglise Romaine ASSISTOIENT AUX CONCILES ROMAINS, avec les Evêques qui se rencontroient fortuitement à Rome, Y DELIBEROIENT ET CONCLUOIENT

» avec le Pape toutes les affaires importantes qui étoient portées au Tribunal de la premiere Eglise du monde. Il faut faire le même jugement des autres Eglises, soit Métropolitaines, ou Episcopales, & de la maniere que les affaires tant spirituelles que temporelles, s'y traitoient & s'y résolvoient par l'union & la conspiration de tout le Clergé superieur, c'est-à-dire, des Prêtres & des Diacres avec leur Evêque.

» Dans le Concile Romain sous le Pape Hilaire... les acclamations se firent par les Evêques & par les Prêtres, soit pour confirmer la Sentence, soit pour lui souhaiter une heureuse vie & une longue prospérité. Au Concile III. Romain sous le Pape Felix III. tous les Prêtres de Rome souscrivirent... Il en est de même du Concile II. tenu à Rome sous le Pape Gelase.

» Plusieurs Prestres & plusieurs Diacres assisterent au Concile de Calcedoine, y tenant la place de leurs Evêques, opinant & souscrivant en leur nom. Le Pape Leon même y avoit envoyé, pour y presider en sa place, deux Evêques & un Prestre de son Eglise de Rome. Ce même Pape avoit envoyé un peu auparavant au Concile d'Ephese, avec un Evêque & un Prestre, le Diacre Hilaire, qui s'y opposa avec une grandeur de courage digne du rang qu'il tenoit dans la premiere Eglise du monde, à toutes les entreprises tyranniques de l'impie Dioscore, & y arrêta tout le progrès de l'Euty-chianisme par cette seule parole; *Contradicitur*. Besula, Diacre, assista au vrai Concile d'Ephese, de la part de l'Archevesque de Carthage. Plusieurs autres Evêques y assisterent aussi, & y souscrivirent par des Prestres & des Diacres de leurs Eglises qu'il y avoit envoyez en leur nom. Le Prestre Philippe y exerçoit aussi la fonction de President & de Legat du S. Siege Apostolique avec deux Evêques. On sçait que les Vicaires du S. Siege aux Conciles de Nicée & de Sardaigne, avoient aussi été des Prestres de l'Eglise de Rome, conjointement avec des Evêques.

» Si les Prestres & les Diacres, continuë le P. Thomassin, étoient appelez par les Evêques A LA DELIBERATION ET A LA RESOLUTION des plus importantes difficultez que l'on traite dans les Conciles particuliers, & avoient quel-

n. 6,

• que part même dans les Conciles œcuméniques, on ne
 • peut douter après cela que les affaires ordinaires de chaque
 • Diocèse ne se gouvernassent par leur Conseil sous l'autorité
 • suprême de leur Evêque. . . . Saint Jérôme dit que c'étoit
 • vraiment le Senat de l'Eglise. Saint Basile dit la même
 • chose. Saint Ignace dit que les Prestres sont les Conseil-
 • lers de l'Evêque, qu'ils ont séance auprès de lui, & qu'ils
 • ont succédé au Senat Apostolique.

Εὐσεβίου ἡ συν-
 ἄριτος τῶ ἐπι-
 κόπῳ, Assesseurs
 de l'Evêque.
 εἰς τὴν συνέδρῳ
 οὐκ ἀπερίλυτοι.

• Voilà la nature des Chapitres en ces premiers siècles: voilà
 • leurs occupations, voilà le rang & l'autorité sublime qu'ils
 • avoient. . . Le Clergé de l'Eglise Romaine composé encore
 • à présent de Prestres & de Diacres Cardinaux Titulaires
 • des anciennes Paroisses de Rome, & concourans sous le Pape
 • & avec le Pape dans les Consistoires pour la résolution de
 • toutes les affaires qui ressortissent à Rome; le Clergé, dis-je,
 • de l'Eglise Romaine, est dans le temps présent l'image vi-
 • vante & le parfait modele du Clergé ancien de toutes les
 • Villes Episcopales.

• Nous ne pouvons rapporter tout ce que dit là-dessus le Pere
 • Thomassin, & moins encore tout ce que fournit l'antiquité
 • sur une matiere sur laquelle elle est inépuisable. Ferions-nous
 • une longue liste des Conciles où les Prêtres & les Diacres ont
 • assisté en la place de leur Evêque, ou avec lui, même pour dé-
 • liberer dans ces saintes Assemblées? de sorte que quand on
 • n'en marque pas le nombre, c'est parce qu'il étoit trop grand
 • pour pouvoir être compté, comme Eusebe le dit de ceux qui
 • assisterent au Concile de Nicée.

L'Archevêque
 de Reims assista
 au 1. Concile
 d'Arles en 314.
 avec un de ses
 Diacres.

Lib. 3. de vita
 Constant. c. 8.

• Les Chapitres representent le Clergé des Diocèses, ils ont
 • toujours envoyé des Députez aux Conciles. Les Papes n'ont
 • pu souffrir que les Métropolitains manquaient à les inviter
 • aux Conciles Provinciaux, & à les admettre aux Délibéra-
 • tions qui s'y faisoient, & eux-mêmes les ont appelés aux
 • Conciles Generaux. Innocent III. convoquant le IV. de
 • Latran, s'explique ainsi: *Tous les Chapitres, tant des Eglises
 • Cathedrales que des autres, enverront des Députez au Con-
 • cile, parce qu'on y doit traiter des matieres qui les regardent
 • particulièrement.* Aussi de mille Peres qui assisterent à ce Con-
 • cile, n'y avoit-il que quatre cens Evêques.

• Mais la seule Province de Reims fourniroit une foule d'ex-
 • xemples,

Decretal. lib. 3.
 tit. 10. cap. 10.

temples, pour faire voir que les Députez des Eglises Cathedrales ont droit d'assister aux Conciles. On peut voir les actes & les souscriptions de ceux qui se sont tenus à Noyon en 814. à Douzi dans le Diocèse de Reims en 871. au Mont-Nôtre-Dame dans celui de Soissons en 977. à Reims en 1049. & 1119. où présiderent les Papes Léon IX. & Calixte II. à S. Quentin en 1205. & 1233. à S. Quentin, à Compiègne & à Senlis en 1235. à Compiègne en 1270. à Reims sous Pierre Barbet en 1287. à Senlis sous Robert de Courtenay & sous Guillaume de Trie en 1326. & 1330. à Noyon sous Jean de Vienne en 1344. à Reims sous Guy de Roie en 1407. à Soissons sous Jean Juvenal des Ursins en 1455.

Le Cardinal Charles de Lorraine ayant indiqué un Concile Provincial pour le 27. Novembre 1564. demanda que le Chapitre y envoyât des Députez, & ils furent nommez le 25. *pour y assister, délibérer & conclure.* En 1583. par Conclusion du 4. May, le Chapitre nomma encore des Députez pour avoir voix délibérative, conclusive & décisive dans le Concile convoqué par le Cardinal Louis de Guise, & protesta en cas de refus. Il y eut là-dessus quelques difficultez dans le Concile même; on n'y mit pas cependant en doute si les Chapitres auroient voix décisive dans les affaires où ils étoient intéressés, un de leurs Députez parlant au nom & par ordre de tous, prouva qu'ils devoient l'avoir sans limitation.

Les Appellans ne demandent pas que la Cour décide ce point: mais ils ne peuvent croire que M. l'Archevêque ait pu, sans abus, les obliger à adopter un Mandement qui les chasse des Conciles, qui dégrade les Abbez & autres Prélats du second Ordre, qui leur fermant l'entrée des Conciles, prive les Chapitres de toute part aux Ordonnances de Discipline, aussi-bien qu'aux décisions sur la Doctrine, & de la voix consultative, aussi-bien que de la voix délibérative; Mandement qui dépouille ainsi des droits les plus incontestables ces Corps si étroitement unis aux Evêques, qui ont recueilli les droits de l'ancien *Presbytere*, ou plutôt qui en ont conservé quelques restes, précieux vestiges du gouvernement en commun tant recommandé par les saints Canons; Mandement enfin lequel étant envoyé, contre l'usage, au Chapitre de Reims, ne contient rien au préjudice du second Ordre, qui

(D)

Mayet hist. Rem. tom. 1. l. 3. c. 12. & 34. Tom. 2. l. 1. c. 9. & 29. l. 2. c. 28. l. 3. c. 31. & 40. l. 4. c. 3. 7. 8. 11. 28. 32.

Ce sont les termes de la Conclusion Capitulaire.

Tom. 25. Conclusion. pag. 929. & 939.

ne s'applique naturellement à cette Compagnie qu'on vouloit humilier ; c'est ce qui lui a fait croire qu'elle ne pouvoit sans prévarication ne pas réclamer contre une clause qui attaque des droits qu'elle a toujours exercez , & que les Chanoines de Reims ont soutenus dans tous les temps avec une vigueur dont il seroit honteux & criminel à leurs successeurs de dé-générer.

I V. M O Y E N.

Les Appellans employent pour un quatrième moyen d'abus les principes dangereux contenus dans le Mandement du cinq Octobre 1716. & ce qui en a été dit dans le Memoire pour la Faculté de Theologie.

V. M O Y E N.

L'injonction que fait M. l'Archevêque de lire & de publier le Mandement du 5. Octobre 1716. est d'autant plus irréguliere, qu'elle est faite à tous les Corps exemts & non exemts, & à toutes les Communautés de l'un & de l'autre sexe, sous peine de suspension encouruë par le seul fait.

Ces Censures encouruës par le seul fait, sont toujours odieuses, & d'un usage très dangereux, inouiës dans l'antiquité, difficiles à accorder avec le précepte de l'Evangile, qui veut qu'on avertisse & qu'on reprenne plusieurs fois, avant que de recourir au Jugement & aux Censures de l'Eglise.

Plus elles sont générales, plus elles sont propres à troubler l'Eglise & l'Etat, sur tout quand un Evêque les employe, non pour faire observer des Loix anciennes & generalement reçues ; mais pour forcer son Clergé à acquiescer à de nouveaux Decrets sur une matiere contestée dans l'Eglise. Quels scandales n'exciteroit pas par cette voye un Evêque prévenu de quelque erreur, ou ardent à soutenir par un faux zele de Religion un parti semblable à la Ligue ? Tout un Diocèse se trouveroit donc sans Ministres, ou il n'y resteroit que ceux qui n'auroient pas été fideles à leur devoir ? Les Offices seroient interrompus, les Eglises fermées, les peuples sans secours ou abandonnez à des étrangers.

L'Eglise seroit touchée de ces maux, si on les lui representoit

dans un Concile; elle y apporteroit sans doute un remede convenable, & peut-être aboliroit-elle pour jamais les Censures encouruës par le seul fait. Mais les Magistrats peuvent en empêcher au moins l'abus le plus évident, en défendant de les employer en des cas pareils à celui où M. l'Archevêque de Reims s'en est servi; au moins de telles Censures ne devroient-elles jamais être portées que de l'avis & du consentement du Clergé. Alexandre III. ne veut pas qu'un Evêque suspende un seul Ecclesiastique sans le jugement de son Chapitre. Le texte est inséré dans le Droit Canon, & convient parfaitement à l'espece dont il s'agit : *Mandamus ne de cetero Presbyteros irrationabiliter gravetis vel inhonestè tractetis eisdem, aut sine judicio Capituli suspendere, vel eorum Ecclesias interdicto subijcere attentetis, nec aliquem excommunicare sine ordine judicario presumatis.* Rien n'est plus contraire à ces regles, que de suspendre *ipso facto*, & sans avoir consulté personne, les Corps, les Particuliers, & le Chapitre même, comme a fait M. l'Archevêque de Reims.

Extra de censuris Praetorium & subditorum, cap. 1.

MOYENS D'ABUS

Contre l'Ordonnance du 9. Decembre 1716.

I. MOYEN.

L'Ordonnance du 9. Decembre 1716. qui declare douze Chanoines suspens, est d'autant plus extraordinaire qu'elle n'a pas même l'ombre d'une procedure juridique. C'est une maxime certaine que la suspension dont un Corps est menacé ou frapé, ne peut jamais lier les particuliers, ny s'étendre aux fonctions qui ne sont pas communes au Corps, mais propres aux particuliers, à moins qu'il ne soit expressément porté par la Loy ou par la Sentence, que les particuliers encourront la Censure aussi bien que le Corps. Le Mandement du 5. Octobre ne contenoit point cette clause. Quand donc le Chapitre auroit encouru la suspension portée par ledit Mandement, elle auroit seulement empêché les fonctions que le Chapitre fait en corps, comme de presenter ou de nommer aux Benefices, &

Summe Tom. 5. disp. 18. sect. 3. an & quomodo suspensio in communicatorem ferri possit n. 1. pag. 470. juxta frequentem usum suspensionis in solum Capitulum ut sic, fertur, nisi aliud in jure vel sententia expressè declaratur. Probatur quia Capitulum in ri-

(D) ij

non celles que les particuliers pouvoient faire, ces particuliers n'auroient point été suspens, & la Sentence declaratoire qui n'opere rien, énonce faux en prononçant qu'ils le sont, elle leur fait injure, & elle est visiblement abusive.

I. I. MOYEN.

non non signi-
ficat singulas
personas de Ca-
pitulo sed uni-
versitatem ip-
sam. Ego sus-
pensio Capituli
solum commu-
nitatem ligat,
ut unum cor-
pus est. Non
quod universi-
tas debet, sin-
guli debent.
Legi sicut mu-
nicipium ff.
Quod cujusque
... si aliquis
persona offens
participet illius
delicti, ut nomi-
bra communi-
tatis, & non ut
privata perso-
na deliquissent.
... illam sus-
pensionem non
incurrerent.

Mais si les particuliers Chanoines avoient pu encourir la suspension, en vertu du Mandement du 5. Octobre, il est évident qu'en cela leur sort auroit dû être le même, & qu'on ne pouvoit les decimer sans une acception de personnes très injuste, & c'est peut-être la première fois qu'on a vu un Juge Ecclesiastique déclarer que *faute par lesdits du Chapitre d'avoir lu une Ordonnance*, douze Chanoines choisis par préférence ont encouru la suspension. Aussi le Vice Promoteur avoit-il requis que tous & un chacun des Chanoines demeurassent suspens. Mais M. l'Archevêque n'a pas voulu, dit-il, confondre les innocens avec les coupables, & il a mieux aimé faire grâce à quelques desobéissans, que de porter des Censures contre un seul innocent. Tels sont en effet les sentimens que doit avoir un Pasteur: si M. l'Archevêque les a suivis, il faut que les douze prétendus suspens soient certainement coupables. Comment donc a-t-on prouvé qu'ils le fussent? quelle information, quel interrogatoire, quelle monition a précédé leur condamnation? Par où a-t-on scû de quel avis ils ont été dans une affaire où on a procédé par scrutin? *Ils ne nous ont donné*, dit M. l'Archevêque, *ni laissé entrevoir directement, ni indirectement aucunes marques d'obéissance sur la lecture de notre Ordonnance*. Et le pouvoient-ils sans reveler le secret de leurs confreres, & sans violer la Religion du serment qui les obligeoit à le garder? C'est donc parce qu'ils ne sont pas coupables de parjure, que M. l'Archevêque les punit.

Item juro me
secreta capituli
non revelatu-
rum, ubi cre-
dam vel sciam
inde damnum
vel periculum
sui prajudi-
cium Ecclesia
vel singulorum
personarum Ca-
pituli oriri
posse. art. 34.
statut.

Il n'y a point de Chanoine de l'Eglise de Reims qui ne se soit obligé par serment, lorsqu'il a été reçu de ne point reveler les secrets du Chapitre, au préjudice du Chapitre même ou d'aucun des particuliers qui le composent: or declarer à M. l'Archevêque qu'on avoit été de sentiment de lire son Mandement, ç'auroit été exposer à son ressentiment ceux qui avoient cru en conscience devoir suivre un autre avis, on auroit donc manqué par là à une obligation confirmée par

serment , & comment M. l'Archevêque auroit-il pu ajouter foy à de pareilles déclarations ? Ceux qui auroient été capables de commettre un parjure pour charger leurs confreres , n'auroient-ils pas été plus capables de mentir pour se décharger eux-mêmes ?

Mais si c'est un crime que de n'avoir pas fait connoître à M. l'Archevêque de quel avis on a été touchant la lecture de son Ordonnance , tout le Chapitre fait gloire d'un tel crime , & il n'y a personne qui ne fût fâché qu'on l'en crût innocent.

Aussi est-il visible que ce n'est pas le silence que ces 12. Chanoines ont gardé qui a engagé M. l'Archevêque à les choisir pour victimes de son ressentiment , le rang qu'ils tiennent dans le Chapitre , dans le Conseil de la Ville , dans l'Université , dans le Diocèse , l'honneur qu'ils ont eu d'avoir part à la confiance de M. le Tellier , & au gouvernement de l'Eglise de Reims , l'intérêt qu'on pouvoit avoir de les exclure des assemblées du Clergé , des comptes du Séminaire , des délibérations du Chapitre , leur merite , leurs talens , leur fermeté ; voilà ce qui a fait leur crime , & ce qui leur a attiré cette distinction.

III. MOYEN.

Un troisième moyen contre cette Ordonnance , c'est que la suspension est déclarée encouruë avant l'expiration des délais accordez par le Mandement du 5. Octobre 1716. Il accordoit un mois pour faire la lecture qui y étoit enjoins , & ce mois doit être franc , sans compter le jour de la notification ou signification du Mandement , ni celui où l'on procède contre les contrevenans. Or la proposition de lire l'Ordonnance du 5. Octobre n'a été faite au Chapitre que le 9. Novembre par le Sieur Lopis Vicaire Général. Jusqu'à ce jour le Chapitre n'avoit eû aucune connoissance du Mandement en vertu de laquelle on ait pu procéder. Les délais n'expiroient donc qu'au 11. Décembre , & la précipitation de l'Ordonnance renduë & signifiée le neuf est un abus inexcusable : mais ce jour-là même le Chapitre devoit s'assembler après Vêpres. M. l'Archevêque le devança d'une heure , soit pour prévenir les résolutions qu'on y pouvoit prendre , soit de

peur d'avoir les mains liées par l'Arrêt qu'il sçavoit bien qu'on sollicitoit, & qu'on obtint en effet dès le lendemain 10. & qui eût empêché ces procédures si irrégulières. Il vouloit se servir du prétexte de la prétendue suspension du Grand Archidiacre de son Eglise, pour instituer sans sa participation des Doyens ruraux qu'il ne doit établir que sur sa présentation, comme il le fit en effet le même jour 10. Tels furent les motifs de la précipitation d'une censure qui a privé pendant près de six mois l'Eglise de Reims des Services que lui rendoient douze Chanoines, avec une édifiante assiduité; motifs peu propres à justifier la conduite & l'Ordonnance de M. l'Archevêque.

IV. MOYEN.

La Cour est d'autant plus en droit de prononcer qu'il y a abus en cette Ordonnance, qu'elle a été rendue au préjudice de l'appel qui avoit été interjeté de celle du 5. Octobre. C'est une maxime certaine que quand la Censure est conditionnelle, & qu'elle ne doit être encourue que faute de faire dans un tems préfix ce qui est enjoint, si on appelle avant le terme, on n'encourt point la Censure. C'est la décision précisée de Célestin III. au Chap. *Præterea* 2. de Appellationibus. *Præterea requisiti sumus, si quis judex ita protulerit sententiam, nisi Sempronio intra viginti dies satisfeceris, te excommunicatum vel suspensum aut interdictum esse cognoscas, ille in quem fertur sententia medio tempore appellans ad diem statutum minimè satisfeceris, utrum ille tali sententia ligetur, aut interpositione appellationis tutus existat. Videtur autem nobis quia in hujusmodi, sententiam, appellationis obstaculum debeat impedire.*

En vain on diroit qu'il n'y a que l'appel simple qui ait cet effet. Tout appel par sa nature est suspensif. Le Droit nouveau a mis quelques exceptions à cette regle commune, selon lesquelles l'appel simple n'est que dévolutif lorsqu'il s'agit de la correction des mœurs. Il en est de même de l'appel comme d'abus. L'Ordonnance de 1539. & l'Edit de 1695. luy ont ôté l'effet suspensif en certains cas: mais ce sont des exceptions qui confirment la regle dans tous les cas qui ne sont pas formellement exceptez, & par consequent dans celui-ci.

En effet, l'intention de nos Rois & le but de leurs Ordonnances, n'a pas été de faire que l'appel comme d'abus eût moins d'effet que l'appel simple, mais seulement de déclarer qu'il n'en auroit pas davantage. Comme donc l'appel simple suspend l'effet d'une censure conditionnelle, l'appel comme d'abus suspendoit l'effet de l'Ordonnance du 5. Octobre, & rend nulle de droit celle du 9. Decembre.

V. M O Y E N.

Un autre principe de Droit en fait voir la nullité & l'abus ; c'est que l'appel suspend l'obligation de la Loy, d'où il s'ensuit qu'il doit suspendre la peine qui en pourroit suivre l'exécution. Nulle censure ne peut tomber que sur les opiniâtres ; or celui-là ne l'est point qui se pourvoit par les voyes de Droit : *Pertinax non est qui jurè contendit*. Donc quiconque se pourvoit par appel est à couvert des censures.

Dans le cas présent, M. l'Archevêque enjoignoit de lire son Mandement ; il est sûr que ni l'injonction ni la suspension ne pouvoient avoir lieu qu'à l'égard de ceux qui n'auroient point un empêchement légitime qui les dispenseroit de cette lecture. M. l'Archevêque l'a reconnu à l'égard des Curez, & quand il ne l'auroit pas dit, la regle générale y suppleroit. *Tempus non currit legitime impedito*. Le Chapitre soutenoit qu'il avoit les raisons les plus légitimes pour ne point lire ce Mandement dans l'Assemblée Capitulaire, & ce qu'on a dit dans ce Mémoire suffit pour en convaincre ; mais quand la chose auroit été douteuse, il falloit un juge : & quelque respect que le Chapitre ait toujours eu pour M. l'Archevêque, il ne pouvoit le reconnoître Juge de ces empêchemens, puisque par là il l'auroit reconnu Juge en sa propre cause. Le Chapitre avoit appelé à la Cour ; c'étoit donc à la Cour à qui il appartenoit d'en décider, & jusqu'à ce qu'elle l'eût fait, M. l'Archevêque ne pouvoit, sans attentat à son autorité, décider en sa faveur contre le Chapitre, ni déclarer la suspension encourue par les Chanoines, faute par eux d'avoir lu son Ordonnance.

Soarez de Cen-
suris disp. 3.
sect. 6. Quomo-
do suspendatur
censura sub
conditione la-
ta. Duo sunt
observanda.
num est per
hanc appella-
tionem non o-
blum se/se di-
censuram, se-
ctiam praecep-
tum seu obliga-
tionem exe-
quendi id, quod
sub censura
praecepitur.

55

suspens, & qui deviennent irréguliers en les exerçant, & par quel endroit son attention n'est-elle que pour douze Chanoines de l'Eglise de Reims choisis à son gré entre les autres ?



MOYENS D'ABUS

Contre l'Ordonnance du 20. Mars 1717.

I. MOYEN.

Cette Ordonnance est renduë par une contravention manifeste aux Arrêts de la Cour des 18. May, 10. 16. & 30. Décembre 1716. Le premier de ces Arrêts rendu en faveur des trois Chanoines & des trois Curez de Reims, dit qu'il y a abus au Mandement du 18. Avril 1715. lequel ordonnoit d'adhérer & de souscrire à la Constitution *Unigenitum* sous peine d'excommunication. M. l'Archevêque commet pareil abus dans l'Ordonnance du 20. en enjoignant sous la même peine de recevoir ladite Constitution, & de faire des déclarations qui en attestent la réception.

Le même Arrêt du 18. May a fait défenses à tous Archevêques & Evêques d'introduire dans leurs Diocèses l'usage des souscriptions sans délibération du Clergé, revêtuë de Lettres Patentes dûement registrées en la Cour. L'Ordonnance du 20. Mars exige des déclarations d'acquiescement à la Constitution, absolument équivalentes aux souscriptions, & également propres à troubler la paix de l'Eglise & des consciences. Elles demandent même une souscription, puisqu'elles ne peuvent être constatées que par un Acte ou Procès Verbal qui les certifie, & qui soit autorisé d'une signature.

M. l'Archevêque feroit donc revivre par l'Ordonnance du 20. Mars 1717: celle du 18. Avril 1715. & malgré l'intention de la Cour, & la disposition de ses Arrêts, il exerceroit la même vexation qu'elle a voulu empêcher, ce qui seroit contraire à cette règle de Droit. *Cum quid unâ viâ prohibetur aliter, ad idâ viâ non debet admitti.*

*Regula 24. de
Regulis Jur. in
sensu.*

Les Arrêts des 10. 16. & 30. Décembre, dont les deux der-

(E)

Au Concile de tous les Mandemens faits ou à faire par ce Prélat en faveur de la Constitution, Quand nous n'aurions que ce moyen à proposer à la Cour, Dépositaire de nos saintes libertés, dont l'appel au Concile fait une partie essentielle. Protectrice de l'ordre canonique des jugemens Ecclesiastiques, selon lequel il ne fut jamais permis de passer outre au préjudice de cet appel, elle n'aurait garde d'appuyer une Ordonnance qui n'a été ni rendue, ni signifiée qu'au mépris d'un appel à privilégié & des Loix qui l'autorisent.

III. MOYEN.

Quelque inutile qu'il paroisse après ces moyens invincibles d'en alléguer d'autres, le Chapitre de Reims doit toucher les défauts tirez du fond du Mandement dont il appelle, & faire voir qu'il est également irrégulier, soit que l'on considère les personnes qu'il regarde, ou l'obligation qu'il impose, ou la peine dont il menace.

Quant aux personnes que cette Ordonnance regarde c'est un acception de personnes, que d'imposer sur la reception de la Constitution aux Curez, Chanoines & Docteurs en Theologie un joug qu'on n'impose point à tant d'autres personnes, Corps & Communautéz Ecclesiastiques ou Religieuses, dont les devoirs sont les mêmes sur ce sujet.

On peut dire même qu'il y en a peu qui soient moins dans le cas de l'Ordonnance que les Chanoines en particulier, auxquels elle a été signifiée: elle n'est faite que pour ceux qui n'ont point encore reçu la Constitution, ou qui l'ayant acceptée par des actes autentiques, l'ont retractée ou desavouée par des actes contraires à leur acception précédente. Or on ne peut attribuer aux Chanoines particuliers, ni publication, ni acception autentique de la Constitution, ni desaveu ou autres actes contraires.

C'est au Chapitre en général que la Constitution a été adressée; c'est sous le nom du Chapitre qu'elle a été faite une conclusion qu'il a justement desavouée. Les conclusions qui y ont rapport, & qui subsistent dans nos registres sont l'ouvrage de la Compagnie assemblée; elle ne tendent qu'à déclarer que la Constitution n'étant point constamment reconnue pour re-

(E) ij

doit nous faire négliger ces modifications, s'il faut faire l'*attribution des propositions pour ne pas retomber dans des disputes sur la question de fait*, s'il faut imputer au Pere Queinel tout ce que les 40. Prélats nous disent que le Pape a eu intention de condamner, ou s'il est permis d'en croire aux sermens réitérés de l'Auteur des réflexions morales, & à l'évidence même qui dépose en sa faveur pour le décharger de ces erreurs.

Ce que dit M. l'Archevêque qu'il faut recevoir la Constitution, conformément à l'acceptation qui en a été faite par l'assemblée du Clergé de France, tenue à Paris en 1713. & 1714. ne leve point ces difficultez, & en fait naître de nouvelles. Il n'est pas nécessaire de les exposer toutes, & on ne parlera que de celles qui regardent la forme, & qui se tirent des faits.

Il suffit de dire qu'elle n'est point du nombre de ces assemblées ordinaires, auxquelles seules on donne le nom d'assemblée du Clergé de France, & qu'il s'ensuit delà, ainsi que l'a remarqué M. l'Archevêque dans sa Lettre Pastorale du 4. Janvier, que son jugement ne lie que les Prélats qui l'ont rendu & ceux qui y adhèrent ensuite : que l'instruction adoptée par cette assemblée n'est ni suffisante, ni suffisamment autorisée, que la Cour ne la connoît pas, comme M. le Procureur General le fit remarquer dans son discours du 28. May 1716, que les explications qu'elle contient n'ont été autorisées, ni par le Pape, ni par les Evêques des autres Nations, ni par tous ceux du Royaume, & que ceux mêmes qui les ont approuvées ont déterminé leur acceptation à un certain sens qu'ils ont présumé être celui du Pape même, sans neanmoins en avoir une entière assurance, sa Sainteté ne s'étant pas encore expliquée là dessus.

page 14:

Declaration
de plusieurs Evêques de France. V. Témoignage de l'Université de Paris, tom. 2. p. 434.

Ces raisons suffisent pleinement pour faire voir que nul Evêque ne peut sans abus obliger à recevoir la Constitution, conformément à l'acceptation faite par l'assemblée, tenue en 1713. & 1714.

V. MOYEN.

La peine de l'excommunication prononcée contre ceux qui n'obéiront pas à cette Loy si abusive, la rend encore plus irréguiliere. Il n'y a qu'un peché mortel, grief, scandaleux, ac-

compagné d'opiniâtreté qui puisse sans abus estre puni par l'excommunication. Or oseroit-on dire qu'on ne puisse sans péché, & même sans un péché de cette nature refuser de recevoir dans huit jours la Constitution suivant l'Ordonnance du 10. Mars. Et quel péché y auroit-il à penser de la Constitution comme les Prélats appellans, comme tous ceux qui adherent à leur appel, & comme tant de personnes qui en pensent de même, quoiqu'ils different de s'expliquer par des actes authentiques : Est-ce un crime que de ne point adopter l'instruction des Quarante, d'en penser comme ceux qui ont crû ne pouvoir s'en servir, & qui n'y ont point trouvé de quoy lever leurs difficultez ? Est-ce un péché mortel que d'attendre le jugement de l'Eglise sur une affaire qu'on ne peut regarder comme finie en faveur de la Bulle ? Car c'est là le crime du Chapitre, c'est l'unique cause qui luy attire depuis plusieurs mois les traitemens les plus rudes, & qui deviennent beaucoup plus sensibles par le respect qu'a le Chapitre pour la main qui le frappe. C'est ce qu'on verra par là réponse qu'on ne peut se dispenser de faire aux reproches contenus dans les Ecrits de M. l'Archevêque, & à ce que son Avocat a allegué en sa faveur.

I. OBJECTION.

Lettre Pastorale du 4. Janvier 1717. pag. 5.

L'Eglise de Reims, dit M. l'Archevêque, a esté souvent agitée. Les frequentes entreprises que faisoient sur la Jurisdiction Episcopale, le Chapitre de nôtre Métropole, & quelques autres Chapitres des Evêques suffragans engagerent les Prélats de la Province de statuer au Concile de Compiègne en 1277. par une délibération expresse, de s'assembler tous les ans à Paris afin d'y prendre des mesures, pour arrester ces innovations. On les a vû renaître du temps du Cardinal Barberin. Le Chapitre de nôtre Eglise entreprit un jour d'actions de grâces publiques, de chanter le *Te Deum*, sans attendre que ce Prélat vînt commencer la ceremonie.

R E P O N S E.

Ces reproches sont aussi étrangers à la cause que frivoles dans le fond, & ils peuvent même servir à la justification du

Chapitre de Reims. Il faut que la conduite de cette compagnie n'ait pas été jusqu'ici fort reprehensible, puisque les *frequentes entreprises* qu'on luy impute se réduisent à deux faits, l'un du treizième siècle, l'autre du dix-septième, & que ces deux faits ne prouvent rien contre le Chapitre.

Les Evêques de la Province prirent en 1277. des mesures contre les Chapitres. On ne sçait pas s'ils se plaignoient de celui de Reims; & les differens qu'il avoit alors avec l'Archevêque Pierre Barbet furent terminez peu après à l'avantage du Chapitre par Simon de Brie Légat, Cardinal de Sainte Cecile. Ce qu'on sçait encore, c'est que dans un Concile qui fut tenu à Saint Quentin en 1235. les Chapitres des Cathedrales de la Province se plaignirent des Evêques, prétendant qu'ils n'avoient pû ordonner l'interdit sans leur participation. Sur ce sujet on tint un autre Concile à Saint Quentin le troisième Dimanche de l'Avent de la même année, & on y appella les Chapitres des Cathedrales, afin qu'ils n'eussent point de prétexte d'en rejeter l'autorité: en ce Concile l'interdit mis par Milon de Beauvais, & par les autres Evêques fut révoqué, sur la remontrance de Simon d'Arcy, Doyen d'Amiens, & on déclara en general que les Evêques ne pouvoient rien ordonner sans la participation de leurs Chapitres.

Le second crime que M. l'Archevêque a trouvé dans l'Histoire pour flétrir le Chapitre, est un *Te Deum* précipité de quelques momens, par le défaut d'attention de trois ou quatre Chanoines qui sonnerent une clochette & avertirent l'Organiste de commencer, parce qu'ils supposèrent que M. le Cardinal Barberin qui tarδοit long-temps, ne viendrait pas, ou qu'il ne trouveroit pas mauvais qu'on eût commencé. On peut bien croire que cela se fit sans délibération du Corps, on n'en fait pas dans le Chœur, sans la participation des principaux Chanoines, & sans aucune vûe d'entreprendre sur la Jurisdiction Episcopale.

Mais quand ce fait seroit important & criminel, qui pourroit l'imputer aux Appellans? Ils n'ont garde de vouloir rendre M. l'Archevêque responsable des injustes vexations de Manassès, qui obligerent saint Bruno & l'élite du Clergé d'abandonner le Diocèse, ou des violences de Henry de France, qui tourmenta également le Chapitre & la Ville, qu'il exposa.

M. de Fleury, Hist. Ecclésiastique. l. 80. n. 17.

Marlot tom. 2. l. 1. c. 2. p. 3. l. 3. c. 20.

Quantum majore dignitate & nobilitate sanguinis praeminet, tantum te au pillage d'une Armée qu'il avoit fait venir, ce qui obligea Alexandre III. de lui recommander de bien vivre avec ses Diocésains & avec les Chanoines de son Eglise.

deces subditis tuis magis miseri & benevolenti exhibere. . . accepimus ex parte dilectorum Filiorum nostrorum Canonice Ecclesie tuae, quod tu eos durè nimis & graviter tractas. . . Quoniam igitur cum universis subditis tuis, & praesertim cum Clericis Cathedralis Ecclesiae te decet pacem & concordiam habere. . . Fratemitatem tuam monemus atque praecipimus, quatenus. . . supradictos Canonicos paternâ charitate diligas & honores. Epistola Alex. III. apud Matloz, suprà.

Rappellerons-nous ici les bizarres Censures de Guillaume de Trie, qui de l'Autel où il officioit, excommunia en une seule fois vingt-quatre Chanoines, le Chantre à la tête, excommunication qui fut déclarée nulle par une Bulle de Jean XXII. en date du 13. Septembre 1330.

II. OBJECTION.

Le Chapitre de l'Eglise de Reims a résolu de ne point lire le Mandement du 5. Octobre 1716. sous le vain prétexte d'une exemption qui ne peut avoir jamais lieu en matière de Doctrine. Que consistent ce Mandement pour trouver tant d'oppositions?

Lettre Pastorale du 4. Janvier 1717. p. 1.

R E P O N S E.

Le Chapitre s'est déterminé par d'autres motifs que celui de son exemption, à ne point lire le Mandement du 5. Octobre 1716. ainsi il n'a pas été nécessaire d'examiner quelles sont les bornes de l'exemption, & quelle en est la justice, si la publication d'un Decret, même dogmatique, n'appartient pas à la discipline, sur tout dans les principes de ceux qui la réduisent à une déférence extérieure, & même dans la vérité, ce qui fait que les Canons du Concile de Trente n'ont pas été publiez en France, si M. l'Archevêque peut à ce sujet user de Censures contre les particuliers d'un Corps qui a Jurisdiction quasi-Episcopale, dans une occasion où il n'y a point de Lettres Patentes qui dérogent aux exemptions. Dans une cause aussi claire que celle-ci, & qui est commune au Chapitre avec tout le Clergé, il n'a rien voulu proposer à la Cour qui lui fût particulier, ou qui pût servir de prétexte à de longues contestations. Il n'a employé que des moyens communs à tous les Appellans, qui

ne demandent point de discussion, & qui sont d'autant plus victorieux, qu'ils ne supposent rien qui soit hors des regles les plus générales du Droit commun.

Au reste, comme c'est l'esprit de domination qui a rendu les exemptions nécessaires, rien n'est plus propre à empêcher qu'on n'en fasse usage, que le gouvernement en commun. Jamais le Chapitre ne se défendra de prendre part à l'exécution d'un Mandement, qui aura été fait de son conseil & de son consentement, selon cette regle d'Alexandre III. écrivant au Patriarche de Jerusalem: *Novit tua discretionis prudentia, qualiter & tu & Fratres tui unum corpus sitis, ita quod tu caput & illi membra esse probantur, unde non decet te, omissis membris, aliorum consilio in Ecclesia tua negotiis uti, cum id non sit dubium, & honestati tua, & sanctorum Patrum constitutionibus contraire. . . . Fraternitati tua mandamus, quatenus in concessionibus & confirmationibus, & aliis Ecclesia tua negotiis Fratres tuos requiras, & cum eorum consilio vel sanioris partis eandem peragas & pertractes, & qua statuenda sunt statuas, & errata corrigas & evellenda dissipes & evellas.*

*Extra, de his
quæ sunt à
Præfato sine
consensu Capi-
tuli. cap. 4. & 5.*

M. le Cardinal Charles de Lorraine a donné de grands exemples de cette conduite. Il assembloit tous les ans son Synode, & tout s'y résolvait en la maniere prescrite dans le Pontifical, où il est dit: *Post hæc leguntur Constitutiones, si quæ sunt per Synodum approbanda, quibus lectis & per Patres, si placet; confirmatis, &c.* Il consultoit particulièrement les Chanoines de son Eglise, dont il est dit dans son Oraison Funebre, qu'il les aimoit comme ses enfans, & les honoroit comme ses freres. *Canonigos dilexit ut filios, coluit ut fratres.* Le 15. Juin 1561. il fit proposer de sa part au Chapitre un projet de Confession de Foi pour en avoir son avis: *Interrogati, porte la Conclusion de ce jour, quid de contentis in dicta carta sentirent, maturâ de super habitâ deliberatione, omnes & singuli responderunt Christianam esse, . . . & unusquisque subscribere obtulit.*

*Père Nicolas
Boucher, Cha-
noine de Reims,
qui fut ensuite
Evêque de Ver-
dun.*

Il voulut bien venir lui-même au Chapitre le 20. Octobre 1564. pour y proposer les Statuts qu'il avoit projectez, ne voulant pas, dit-il, les donner sans le conseil du Chapitre. *Ne absque consilio Capituli edantur.* Il pria qu'on les fît examiner, on nomma pour cela des Deputez, & ce fut apparemment leurs réflexions qui firent supprimer ces Statuts.

(F)

III. OBJECTION.

Le Chapitre de Reims devoit au moins lire le Mandement, sans préjudice de ses droits & de son appel. C'est le sage conseil qu'on lui avoit donné.

R E P O N S E.

Aucun Theologien n'a donné ce conseil ; & si un habile Avocat a répondu qu'on pouvoit faire cette lecture, il s'est uniquement fondé sur la différence qu'il y a entre un Chapitre & un Curé. Celui-ci ne peut lire en Chaire, sans publier, & cette publication est toujours un acte qui autorise la Loi. *Leges instituuntur cum promulgantur.* Un Chapitre au contraire peut lire un Mandement, comme tout autre acte, pour en délibérer, & y consentir ensuite ou réclamer ; & quand il est clair par la maniere dont on fait cette lecture, & par la délibération qui se fait ensuite, que c'est dans cette vûe qu'on a lu un Mandement, on ne l'autorise pas.

C'est ce qui a fait qu'encore qu'il n'y ait eu qu'un sentiment dans le Chapitre sur le Mandement du 3. Octobre, il y a eu deux avis sur la lecture de ce Mandement. Mais la pluralité a jugé fort sagement, que le Chapitre ayant pris d'abord le parti d'appeler du Mandement sur la connoissance que chacun avoit de ce qu'il contenoit, on ne pouvoit le lire ensuite, comme pour en délibérer ; que cette lecture auroit engagé le Chapitre à faire des protestations peu agréables à M. l'Archevêque ; qu'elle auroit passé pour un effet de la crainte des Censures, & pour un acte d'obéissance à une injonction à laquelle on ne devoit pas obéir ; que cette lecture auroit paru être une publication qui auroit obligé les Chanoines particuliers, le Clergé, les Religieuses de l'Hôtel-Dieu & la Paroisse de Saint Michel, qui dépendent du Chapitre, à regarder ce Mandement comme une Loi, d'ailleurs on n'auroit pu donner de certifiat de cette lecture, ce qui étoit cependant ordonné sous peine de suspension ; ainsi cette lecture auroit été inutile : et fin quand elle auroit été permise dans ces circonstances, au moins n'auroit-elle pas été d'obligation, l'injonction de lire faite au

Chapitre étoit trop abusive pour cela. On ne peut donc le blâmer de n'y avoir pas déferé.

IV. OBJECTION.

L'appel au futur Concile n'est pas un appel proprement dit. Le Tribunal du Pape est le Tribunal supérieur ordinaire : on n'en appelle point, on demande seulement une révision. En effet, le Pape demeure Juge, c'est même à lui à convoquer le Concile, & à presider au Jugement qui peut y être rendu, ce qui ne seroit pas, si l'appel au Concile étoit un appel proprement dit; il ne faut donc pas égaler cet appel aux autres, ni conclure de ce que tout appel est de sa nature suspensif, que celui qu'on interjette au Concile, ait le même effet; ainsi l'appel interjeté par les Chapitres, par la Faculté & par les Curez du Diocèse de Reims, ne peut suspendre l'exécution du Jugement du Pape, & il n'a pû lier les mains à M. l'Archevêque, ni l'empêcher d'excommunier par son Ordonnance du 20. Mars 1717. ceux qui ne reçoivent pas la Consécration.

R E P O N S E.

L'appel du Pape au Concile est un appel proprement dit. Le Tribunal du Pape est supérieur à celui de chaque Evêques; mais il n'est pas souverain; on peut donc porter la cause à un Tribunal qui est distingué du sien, & qui luy est supérieur, & c'est ce qu'on fait en appelant au Concile. Si le Pape & les Evêques qui ont accepté son jugement demeurent Juges, c'est une suite nécessaire du gouvernement de l'Eglise établi par J. C. qui ne permet pas que les Evêques qui sont Juges par leur caractère, soient dépouillés de cette qualité, tant qu'ils ne sont pas déposés; dès qu'on appelle au Concile général, & que ce Concile s'assemble, tout Evêque Catholique doit y être invité, & c'est régulièrement au Pape à le convoquer & à y presider; quoiqu'il ait jugé, & qu'il y ait appel de son jugement, il ne perd pas le droit de juger dans le Concile, comme un Evêque duquel on appelle ne perd pas le droit d'opiner dans le Concile Provincial, ni les Evêques qui ont composé le Concile Provincial dont est appel, le droit de se
(F ij)

trouver au Concile National, ni enfin ceux du Concile National dont il y a aussi appel, le droit de juger dans le Concile general, lequel sans cela ne seroit plus general.

Il s'ensuit de là que rien n'est moins odieux, ni moins injurieux au Pape qu'un appel au Concile, puisqu'il est en quelque sorte appeller du Pape au Pape même, mais du Pape mal informé, & jugeant avec quelques Evêques seulement, ou même sur le rapport de quelques Consultants, d'une manière peu conforme à toutes les règles de l'Eglise, & à la pratique de tous les siècles, au Pape jugeant, comme il le doit en des affaires très difficiles ou très importantes, c'est à dire avec un Concile œcumenique.

Mais il ne s'ensuit nullement que l'appel ne soit pas suspensif, & tout concourt au contraire à établir qu'il l'est certainement : les maximes du Royaume également reconnues par les Magistrats, par les Evêques, & par les Universitez, l'usage des autres Etats Catholiques, les règles du Droit canonique, les principes & les exemples de l'ancienne Discipline font voir que cet appel prévient en même temps, & annule tout ce qu'on pourroit faire au préjudice.

V. OBJECTION.

Si en quelques occasions l'appel au Concile a été regardé comme suspensif, ç'a été parce qu'il s'agissoit des intérêts temporels du Roy ou du Royaume, auquel cas les jugemens du Pape sont nuls, & ses censures sans effet, non par la force de l'appel, mais à cause de l'incompétence du Juge.

R E P O N S E.

Il est certain que l'appel au Concile a été regardé comme suspensif en toutes sortes de causes, & que si on a eu recours à cette voye, lors même que la nature des affaires & l'incompétence du Juge rendoit absolument nuls les jugemens des Papes, ç'a été pour rassurer par cette procédure Ecclésiastique, les consciences les plus timorées. Tant on a regardé comme une vérité certaine dont les consciences même les plus timorées ne douteroient pas, que l'appel au Concile est suspensif.

M. de Harlay
Arch. de Paris,
dans son Dis-
cours du 30.
Septemb. 1688.

Mais ce qu'on avance & ce qu'on n'auroit pû nier sans exciter l'indignation de la Cour & du Public , ſçavoir que l'appel au Concile étoit légitime & ſuſpenſif dans les cas où nos Rois l'ont interjeté , ſuffit pour réſoudre preſque toutes les difficultez qu'on forme mal à propos. Car de là , il ſ'enſuit qu'on peut appeller du Pape au Concile , qu'encore que ce Tribunal ne ſubſiſte pas actuellement , il eſt propre à décider les queſtions ; que cet appel , loin d'être odieux , eſt une marque de reſpect ; car c'eſt par reſpect pour le premier Siège de l'Egliſe , que les Rois qui peuvent ſe faire juſtice à eux mêmes ont recours au Concile , pour y faire ſtatuer ſur la conduite des Papes , & pour y obtenir des Réglemens qui les empêchent d'abuser de leur autorité.

Il ſ'enſuit encore qu'on peut appeller au Concile en matière de foy , & qu'en ce cas l'appel eſt ſuſpenſif : car , ſi on y prend garde , quand les Papes ont entrepris ſur le temporel des Rois , ils ſ'appuyoient ſur divers Paſſages de l'Ecriture qu'ils expliquoient mal , & prétendoient que le pouvoir de délier les ſujets du ferment de fidélité , étoit renfermé dans celui de lier & de délier que l'Egliſe a reçu de Jeſus-Chriſt ; & c'eſt-là , ſans doute , un dogme erroné , ſur lequel on a pû & on a même dû demander le Jugement d'un Concile , non pour mettre en doute des droits qui ſont certains , mais pour extirper , par le Jugement infaillible de l'Egliſe , une erreur pernicieuſe à l'Etat auſſi-bien qu'à la Religion. Or puifque perſonne ne doute qu'en ce cas l'appel ne ſoit légitime & ſuſpenſif , il l'eſt donc en matière de foy.

VI. OBJECTION.

Eutychès condamné par Saint Flavien appella au Concile. Luther étant cité à Rome interjeta un pareil appel qui n'empêcha pas Leon X. de le condamner. L'un & l'autre ont été regardez comme hérétiques , même avant les Conciles de Calcedoine & de Trente : on n'a donc pas crû que leur appel fût ſuſpenſif.

R E P O N S E.

Saint Flavien écrit à Saint Leon qu'il étoit faux qu'Euty-

Voyez M. de
Tillemont To-
me 15. Saint
Leon art. 45.
& 46.

chès eût appelé , ainsi l'exemple d'Eutychès ne peut prouver que l'appel ne soit pas suspensif : mais l'exemple de Saint Flavian prouve invinciblement qu'il est suspensif. Ce Saint ayant été condamné par 130. Evêques dans le brigandage d'Ephèse, appella à un Concile vraiment général , & Saint Leon soutint que tout devoit demeurer en suspens : les termes sont précis. *Scriptissimus. . . ut. . . quoniam Flavianus Episcopus in nostra omnium communione persistit . . . habendo intra Italiam Concilio & loco constitueretur & tempus , omnibus querelis & prajudiciis partis utriusque suspensis , &c.*

Epist. 21. ad
Pulcher.
Tom. 4. Con-
cil. pag. 46.

Quant à Luther , il démentit si fort les protestations de soumission à l'Eglise qu'il avoit faites lors de son appel , & qu'il avoit réitérées plusieurs fois , il renonça si ouvertement à la Foy & à la Communion de l'Eglise , qu'il n'a jamais été nécessaire d'examiner si son appel devoit avoir ou non un effet suspensif.

Voilà ce qu'il suffiroit de répondre à ces exemples si odieux : mais pour développer cette matière & les maximes de l'antiquité sur l'effet de l'appel , il faut distinguer trois ou quatre classes d'Appellans. Les premiers enseignent notoirement des hérésies manifestes. Tel étoit Eutychès. Il attaquoit , non un article obscur & qui ait jamais pu être contesté par un Catholique , mais un dogme que J. C. veut que chacun croie & connoisse. *Non enim portuncula aliqua fidei nostra , qua minus lucide sit clara pulsatur , dicitur Saint Leon , sed hoc imperita resolutio audeat incescere , quod Dominus in Ecclesia sua neminem voluit ignorare.* Quand on attaque de tels articles , l'appel ne peut être qu'illusoire , & l'antiquité ne croyoit pas qu'il eût alors un effet suspensif. C'est par cette raison & non par celle qu'a allégué l'Avocat de M. l'Archevêque , que l'appel d'Eutychès , s'il en fut un , n'étoit point suspensif : car il n'appelloit pas du Pape au Concile : c'étoit un appel du Synode de Constantinople au Pape & au Concile , appel par conséquent proprement dit , & suspensif de sa nature , si l'erreur n'eût été notoire.

Ad Pulcher.
Epist. 21. pag.
27. & 30.

La seconde classe des Appellans , est de ceux qui au contraire n'enseignent rien qui ne soit certainement orthodoxe , & qui sont condamnés par des jugemens irréguliers dans la forme , ou visiblement erronés quant au fond. Tel étoit S.

Flavien , qui avoit été déposé , excommunié , meurtri de coups dans le brigandage d'Ephèse. Ce qui s'étoit fait étoit nul de droit , quand il n'auroit pas appelé. *Hoc quod factum est sine consideratione justitia , & contra omnium canonum disciplinam , ratum haberi ratio nulla permittit.* Mais en ces occasions il est utile de recourir à l'appel , pour donner lieu à un nouveau jugement , pour arrêter l'exécution du premier , & pour réparer le mal qu'il pourroit avoir fait , en entraînant plusieurs personnes dans l'erreur ou dans l'injustice ; c'est ce qui engagea Saint Flavien à appeler , & Saint Leon à demander , en conséquence de l'appel , un Concile & un ordre de l'Empereur , afin que le jugement du faux Concile d'Ephèse demeurât comme non venu. *Obsecramus ut omnia in eo esse statu jubeatis in quo fuerunt ante omne judicium , donec major ex toto orbe sacerdotum numerus congregetur. Quia & nostri fideliter reclamaverunt , & iidem libellum appellationis Flaviani Episcopus dedit , generalem Synodum jubeatis in Italia celebrari , qua omnes offensiones ita aut repellat aut mitiget , ne ultra aliquid sit vel in fide dubium , vel in caritate divisum. . . . Quam autem post appellationem interpositam hoc necessarium postuletur , canonum Nicaeae habitorem decreta testantur.*

S. Leo ad Theod. char. Epist. 22. page 46.

Ad Theod. Epist. 20. page 43. & 44.

La troisième classe des Appellans est celle des Catholiques qui contestent sur un dogme douteux & obscur , ou sur un usage de discipline , mais avec respect pour l'autorité des Supérieurs , & avec amour de l'unité , qui résistent au jugement du Pape , parce qu'ils croient le devoir faire , mais dans une disposition très sincère de se soumettre à l'Eglise universelle. Tels étoient Saint Polycrate & les Asiatiques qui résistèrent au Pape Victor touchant la célébration de la Pâque , tels Saint Cyprien & les Africains qui rejetterent la décision du Pape Saint Etienne touchant le Baptême des Hérétiques. Les uns & les autres ne craignirent point les censures de ces Papes qui avoient raison dans le fond , & la disposition , où ils étoient d'attendre le jugement de l'Eglise , équivalente à un appel au Concile , les garantit de l'hérésie , du schisme , & de l'effet des censures , malgré lesquelles ils moururent dans la communion de l'Eglise & dans la paix du Seigneur.

On peut ajouter une quatrième classe de ceux qui étoient

accusez d'avoir soutenu un dogme certainement erroné, & à l'égard desquels l'effet du premier jugement pouvoit néanmoins être suspendu par l'appel au Concile, soit parce qu'il n'étoit pas constant que ceux qui étoient accusez eussent soutenu cette erreur, soit qu'ils n'eussent pas été assez avertis pour qu'on pût assurer qu'ils la défendoient avec opiniâtreté, soit enfin que l'autorité & la compétence du premier Juge ne fût pas assez établie pour les obliger d'y déférer. Ainsi Nestorius condamné par Saint Célestin fut appelé au Concile d'Ephèse pour y avoir séance, & ne fut déposé que dans le Concile, parce qu'il falloit examiner s'il avoit enseigné l'erreur, & qu'on doutoit que le Pape pût déposer sans Concile Oecuménique, un Patriarche de Constantinople.

Suivant ces maximes fondées sur l'équité, sur les Canons & sur les exemples de l'antiquité, si ceux qui appellent de la Constitution ne le font qu'en soutenant des erreurs notoires, & que cela soit évident, dès lors leur appel est illusoire & non suspensif. Mais qui oseroit le dire, & comparer à Eutychès des Prélats si orthodoxes & révérez de toute la France?

Quelle parallèle, & comment peut-on le faire ou le supporter? On peut voir quelle est la Doctrine de ces illustres Prélats, & de ceux qui adhèrent à leur appel, par l'acte même où ils marquent les Dogmes, à la conservation desquels ils s'attachent; c'est là ce qu'ils ne peuvent souffrir qui soit ou renversé ou obscurci, & rendu suspect par la réception de la Bulle. Ainsi dans le fond ils ne soutiennent rien que de certains; mais quand on supposeroit faussement qu'ils seroient dans l'erreur, au moins y seroient-ils avec la même bonne foy que Saint Cyprien, au moins ne seroient-ils pas convaincus d'opiniâtreté: dès lors leur appel est suspensif, & l'objection aussi frivole qu'elle est odieuse.

VII. OBJECTION.

Ce seroit un étrange renversement, si l'appel de quelques Evêques avoit un effet suspensif. Les jugemens des Papes & des Evêques unis à leur Chef deviendroient donc inutiles, & la résistance d'un petit nombre auroit plus de force que l'autorité d'un grand nombre. Un Evêque seroit donc obligé de laisser répandre l'erreur dans son Diocèse, & elle seroit de
grands

grands progrès en attendant la tenuë des Conciles qu'on ne peut assembler que très difficilement, & qui s'assemblent très rarement. Où seroit alors l'Eglise, qui doit estre toujours visible, & de quel côté seroit son autorité ?

R E P O N S E.

Ce n'est point un renversement que de demander le jugement de l'Eglise, de l'attendre avec soumission, & de ne point traiter comme opiniâtres ceux qui ne le font point : or voilà précisément ce qu'on fait en donnant à l'appel l'effet suspensif. Les Tribunaux subalternes dans l'Eglise ne sont point inutiles, non plus que dans la Republique, encore qu'on en puisse appeller.

L'erreur, dit-on, se répandra, si l'appel est suspensif : mais s'il ne l'est pas, les innocens seront opprimés, on fera valoir comme souverains & irreformables des jugemens qui ne le sont pas, & ces jugemens qui peuvent estre erronez établiront l'erreur bien plus puissamment qu'elle ne le peut faire un appel qui suspend tout. Distinguons donc l'appel légitime & l'appel frivole ; l'erreur ne fera point de progrès, si elle est notoire, car dans ce cas l'appel est frivole & n'arreste rien ; si elle n'est pas notoire, si elle est même imaginaire, l'appel laisse le loisir, & excite le desir d'éclaircir les matieres, *ut plenius judicio omnis possit error aboleri*, comme parle Saint Leon. Si le délai du jugement souverain favorisoit l'erreur, il faudroit esperer du zèle du Saint Siege, & de celui des Princes, & des Evêques, qu'on accelereroit la tenuë d'un Concile, moyen efficace, prescrit par Jesus-Christ, ordonné par les Conciles generaux, indiqué par celui de Trente, comme un moyen *seff. ultimâ.* qui peut estre nécessaire, desiré par tout ce qu'il y a de personnes qui aiment l'Eglise, nécessaire en certaines circonstances selon nos maximes constantes, & d'autant plus nécessaire qu'il y a plus long temps qu'on n'en a tenu.

En attendant, l'Eglise n'est point invisible, comme elle ne l'estoit point, du temps de Saint Cyprien. On sçait quelle Société merite ce nom, quoique tout le monde ne sçache pas qui sont ceux d'entre les enfans, ou les ministres de l'Eglise, qui ont la verité de leur côté sur les points qui sont l'objet de la contestation.

L'Eglise n'est pas invisible avant que le Pape ait prononcé ; pourquoy le seroit-elle après le jugement du Pape, parce qu'on en auroit appelé au Concile ? & que deviendra-t-elle donc, quand nos Rois appelleront ? L'autorité de l'Eglise ne perit point non plus, elle est toute entière dans le Corps des Pasteurs, chacun d'eux en possède solidairement une partie, & quand ils se réuniront, ils exerceront l'autorité souveraine, & prononceront un jugement infaillible.

VIII. OBJECTION.

P. Alexandre
Differt. 4.
de Concil.
Const. art. 3.
p. 14.

Fevret & le P. Alexandre disent, que l'appel au Concile ne peut estre interjeté, ni par des particuliers, ni pour des causes particulières. Le dernier avoue que les Eglises particulières doivent obéir au Pape, il n'appartient donc qu'à une Eglise nationale d'appeler de ses jugemens. Or qui appelle aujourd'hui ? ce sont quatre Evêques de différentes Provinces, qui n'agissent point de concert avec leurs Métropolitains, Quatre Evêques n'arrêteront point dans l'affaire du Formulaire, il n'est pas juste que dans celle-ci l'appel de quatre Evêques suspende la force des jugemens portez par le Pape & par un si grand nombre de Prélats.

R E P O N S E.

L'appel interjeté par des Evêques n'est point de la nature de ceux que blâment Fevret & le P. Alexandre. Les Evêques qui appellent ne peuvent estre regardez comme personnes particulieres, & ils n'appellent point pour une cause qui leur soit particuliere.

La cause qu'ils déferent au Concile ne peut estre plus intéressante pour toute l'Eglise. Ce sont des Evêques, Juges de la Foy, & spécialement chargez du dépôt de la Doctrine, qui reclament pour en empêcher l'altération. Quand on dit que les Eglises particulières sont soumises au Pape, c'est pour faire entendre qu'il a une autorité supérieure à chaque Eglise particulière, mais subordonnée à celle du Concile. Les Eglises particulières peuvent donc porter leurs griefs par appel au Concile general. Censeroit une maxime inouïe, qu'il n'y eût qu'une Eglise nationale qui eût ce droit.

Quatre Evêques peuvent appeller d'une Bulle. Il y a bien de la difference entre un appel par lequel un Evêque demande le jugement de l'Eglise, & un jugement d'acceptation par lequel il oblige tout son Diocèse, sous peine d'excommunication, à adherer à une Constitution sur laquelle il y'a du partage. Un Prélat qui appelle ne décide point, il ne gêne point les consciences, il n'oblige personne à prendre le même parti, il ne fait point de loy, & n'employe pas les censures de l'Eglise.

Les jugemens des Prélats acceptans n'obligent que quand l'acceptation est unanime & uniforme. L'appel au contraire a son effet, soit qu'il soit interjeté par un petit ou par un grand nombre. La division seule qui est dans l'Eglise devroit empêcher un Prélat de proposer la Constitution comme regle de foy, au lieu que cette division, & l'impuissance même où on est d'agir de concert, sont des motifs très legitimes d'appeller au Concile qui peut rendre la paix.

Enfin, si les Eglises doivent être écoutées, comme on n'en peut douter, il faut reconnoître qu'un petit nombre d'Evêques a beaucoup d'autorité, lors qu'il est joint à un grand nombre d'Eglises: or on sçait de quel côté panche l'inclination des Eglises, & ceux mêmes qui nous reprochent le silence de quelques-unes, ne prennent de mesures que pour les obliger de se taire, tant on est sûr qu'elles parleroient plutôt pour l'appel que pour la Bulle; & combien en effet de Chanoines, de Curez, de Docteurs, de Religieux se sont déjà declarez en Corps ou en particulier, & combien d'autres sont disposez à le faire; sans parler des Prélats, qui par des actes publics se sont unis aux quatre, & de plusieurs autres qu'on ne doute point qui n'ayent appelé, quoy qu'ils n'ayent pas encore notifié leur appel. Quatre Evêques soutenus de plusieurs autres, procureront enfin à l'Eglise dans l'affaire du Formulaire une paix qu'il seroit à desirer qu'on n'eût point troublée. Il faut esperer que quatre Evêques appellans, suivis de plusieurs autres, nous en procureront une plus heureuse encore & plus durable.

Sous ces moyens & autres qu'il plaira à la Cour de suppléer par la superiorité de ses lumieres, les Appellans & Intervénans esperent, qu'en declarant abusifs des Mandemens qui ont causé

58.
le trouble ; & contraint les Appellans de reclamer, elle rendra les Chanoines à leurs Eglises, les Curez à leurs peuples, la paix au Diocèse de Reims, qu'en prévenant par la sage disposition de son Arrest tout ce qui pourroit alterer dans la suite cette paix si désirable, elle mettra les Appellans en estat d'obéir en toutes choses à M. leur Archevêque, comme ils souhaitent avec passion de le pouvoir, & qu'enfin la tranquillité du Diocèse de Reims sera un préjugé pour celle de toute l'Eglise.

M. GUILLET DE BLARU, Avocat.



RECUEIL DES PIÈCES.

Extrait des Registres des Conclusions du Chapitre
De l'Eglise Metropolitaine de Reims.

De die Veneris 4. Decembris 1716.

Statuit Capitulum quod crastina die Sabbati 5. hujus mensis post Missam majorem habebitur in Capitulo deliberatio super lectione Mandati Illustrissimi & Reverendissimi D D. Archiepiscopi, Ducis Remensis, de die 5. Octobris nuper elapsi.

PONSIN, Secr.

*Die Sabbati 5. Decembris post Missam majorem Dni Canonici
in Capitulo extraordinarie congregatis Domino
Cantore Praside.*

Capitulum consequenter ad conclusionem suprascriptam hesternæ diei hodie congregato ad deliberandum super lectione Mandati Ill^{mi} & R^{mi} Dⁿⁱ D. Archiepiscopi Ducis R^{em}. de die 5. Octobris nuper elapsi, visum est prius deliberare utrum dicti Mandati fieri debeat lectio, an non : & statuit quod ad dictam deliberationem procedetur viâ scrutinii. Quapropter Collecta fuerunt à Scriba Capituli scrutinia DD. Canonicorum in Capitulo existentium ; & iis apertis & lectis per Dnos Joannem-Baptistam De-Y de Seraucourt, majorem Archidiaconum antiquiorem ordine receptionis Presbyterum, Rodolphum Frizon antiquiorem ordine receptionis Diaconum, & Jacobum Franciscum Gobelin, antiquiorem ordine receptionis Subdiaconum, Canonicos, conclusum est ex pluralitate scrutiniorum quod non fiet lectio prædicti mandati.

PONSIN, Secr. Capituli Rem.

* A ●

2

ORDONNANCE
DE MONSEIGNEUR
L'ARCHEVESQUE
DUG DE REIMS.

*Portant Declaration de Suspense encouruë par divers
Chanoines de son Eglise.*

FRANÇOIS DE MAILLY, par la misericorde de Dieu, & la grace du S. Siege Apostolique, Archevêque Duc de Reims, premier Pair de France.... &c. A tous les Fideles de notre Diocèse, SALUT & BENEDICTION. Sur ce qui nous a été représenté par le Vice-Promoteur General de notre Diocèse, que dès le Samedi septième Novembre dernier, il auroit présenté à nos freres les Prevost, Doyen, Chantre, Chanoines & Chapitre de notre Eglise Metropolitaine, entre les mains de M^e Antoine L'empereur, Chantre, President audit Chapitre, & de M^{es} Remy Favart, & Jean de la Salle, Senechaux dudit Chapitre, notre Ordonnance du cinq Octobre dernier, portant condamnation du Livre du *Témoignage de la Verité dans l'Eglise*, imprimé sans nom d'Auteur, & du Livre des *Hexaples ou les six Colonnes sur la Constitution UNIGENITUS*, imprimé aussi sans nom d'auteur, pour être ladite Ordonnance lûe en leur Chapitre, & nous être ladite lecture certifiée dans le mois. Qu'ayant appris que lesdits du Chapitre faisoient difficulté de faire la lecture de notredit Mandement, nonobstant l'injonction y contenuë à tous les Corps, Chapitres & Communantez seculieres & regulieres, soy-disant exemptes & non exemptes de faire ladite lecture dans le mois sous peine de Suspension, qui seroit encouruë par le seul fait; il auroit fait sommer & interpellier par Exploit de Vallin, Huissier, du 10. du même mois, lesdits du Chapitre, en parlant audit M^e Remy Favart,

Favart ; l'un des Senechaux , de faire incessamment dans le Chapitre, eux y étant assemblez , la lecture de notrefusdite Ordonnance , & de nous en certifier dans le tems marqué par icelle , à l'effet de quoy il en auroit fait laisser encore un Exemplaire audit Remy Favart , aux Protestations en cas de retardement ou de refus de se pourvoir contre ledit Chapitre & les particuliers d'iceluy qui seroient refusans , pour faire declarer par eux encouruë la Suspension prononcée par notrefusdit Mandement , depuis lequel jour 10. Novembre dernier , lesdits du Chapitre , au lieu de faire la lecture de notredite Ordonnance, se seroient assemblez au nombre de trente-huit Chanoines seulement , quoique le Corps soit composé de soixante-six Chanoines ou Dignitez , le Samedi cinq du present mois sans convocation generale , quoy qu'à jour ordinaire , & auroient à la pluralité des voix arrêté que notredit Mandement ne seroit pas lû en leur Chapitre suivant la Conclusion dudit jour , pourquoy ledit Vice-Promoteur , après nous avoir fait observer que le délai d'un mois accordé par ladite Ordonnance pour en faire la lecture , est expiré depuis le sept du present mois , & que nous n'avions aucun retour ni obéissance à esperer desdits du Chapitre , après l'inutilité des Exhortations paternelles que nous avions faites en différentes occasions à leurs Senechaux , & notamment le six du present mois , lesquels après en avoir rendu compte ausdits du Chapitre , nous auroient rapporté qu'ils persisteroient dans leur refus ; Nous auroit requis, qu'attendu que notredit Mandement qu'ils ont refusé de lire, concerne la Doctrine , matiere sur laquelle nulle Exemption prétendue ou même réelle , ne sçauroit avoir lieu , il nous plût prononcer & declarer lesdits du Chapitre avoir encouru la Suspension portée par notredit Mandement , & en consequence , ordonner que tous & un chacun d'eux Chanoines demeureront suspens de tous leurs ordres , & des fonctions d'iceux , de leurs Offices & de leurs Benefices , & en être par Nous les fruits appliquez aux besoins de telle Eglise ou tel Hôpital qu'il nous plairoit désigner. Nous ayant à cette fin le Vice-Promoteur représenté notredite Ordonnance du 5. Octobre dernier , & l'Exploit de sommation fait ausdits du Chapitre ledit jour 10. Novembre aussi dernier : SUR QUOY faisant droit & néanmoins ne voulant confondre les innocens avec les coupables,

& ayant égard pour cet effet tant aux déclarations que nous ont fait quelques-uns des Chanoines dudit Chapitre, qu'ils étoient ou auroient été d'un avis opposé à ladite Conclusion Capitulaire du cinq du présent mois, qu'à la connoissance que nous avons des bonnes dispositions de quelques autres, que leur absence a mis hors d'état de manifester, & d'ailleurs ne voulant pas empêcher que l'Office ne soit célébré, & le Service continué dans notredite Eglise Métropolitaine, aimant mieux à cet effet, & par la repugnance extrême que nous sentons à punir, faire grace à quelques désobéissans, que de porter des Censures contre un seul innocent, Nous, après avoir invoqué le saint Nom de Dieu, & avoir imploré les lumières du S. Esprit, Avons déclaré & déclarons par ces Présentes, que faite par lesdits du Chapitre d'avoir lu notre Ordonnance du cinq Octobre dernier, dont les Chefs dudit Chapitre devoient nous certifier dans le mois, à compter du sept du mois de Novembre dernier qu'ils l'avoient reçu, Maîtres Antoine Lempereur Chantre, Jean-Baptiste De-Y de Seraucourt Grand Archidiacre, Remy Favart Senechal, Jean Gillot, Jean Godinot l'aîné, Jean-Bap. Louis de la Salle Senechal, Nicolas Rogier, Guillaume Rogier, Jean Bourgain, Charles Godbillot, Jean Lacourt, Jean Delosse, tous Chanoines de notredite Eglise, lesquels ne nous ont donné, ni laissé entrevoir directement ni indirectement aucunes marques d'obéissance sur la lecture de notredite Ordonnance du cinq Octobre dernier, ont encouru la Suspension portée par icelle; & en conséquence, Ordonnons que lesdits Maîtres, Antoine Lempereur Chantre, Jean-Baptiste De-Y de Seraucourt Grand Archidiacre, Remy Favart Senechal, Jean Gillot, Jean Godinot l'aîné, Jean-Baptiste Louis de la Salle Senechal, Nicolas Rogier, Guillaume Rogier, Jean Bourgain, Charles Godbillot, Jean Lacourt, Jean Delosse, tous Chanoines de notredite Eglise, demeureront suspens des fonctions de leurs ordres, de leurs Offices, & de leurs Benefices, Nous reservant à faire l'application des fruits quand & ainsi qu'il appartiendra: Et à l'égard de tous les autres Chanoines & Dignitez de notredit Chapitre, pour les raisons & motifs déduits ci-dessus; Nous les avons absous & relevés, comme par ces Présentes les relevons de la Suspension portée par notrefusdite Ordonnance du
cinq

cinq Octobre dernier ; Et en outre ordonnons que ces mêmes
 Présentes seront signifiées ausdits Maîtres, Antoine Lempereur
 Chantre, Jean-Baptiste De-Y de Seraucourt Grand Archidia-
 cre, Remy Favart Sénéchal, Jean Gillot, Jean Godinot l'aîné,
 Jean-Baptiste Louïs de la Salle Sénéchal, Nicolas Rogier,
 Guillaume Rogier, Jean Bourgain, Charles Godbillot, Jean
 Lacourt, Jean Delosse, tous Chanoines de notredite Eglise,
 & au Greffier de notredit Chapitre, à la diligence de notre-
 dit Vice-Promoteur, à ce qu'ils n'en prétendent cause d'i-
 gnorance, & qu'ils n'ayent à y contrevenir sous les peines de
 droit ; Et sera notre présente Ordonnance lûë, publiée, affi-
 chée par tout où besoin sera, enregistrée audit Chapitre, &
 au Greffe de notre Officialité, & signifiée encore à qui il ap-
 partiendra. **D O N N E'** à Reims dans notre Palais Archiépis-
 pal, le neuf au matin du mois de Decembre de l'année mil
 sept cent seize.

FR. DE MAILLY, Archevêque de Reims:

Par Monseigneur :

MAUREL,

ACTE

ACTE D'APPEL AU CONCILE du Chapitre de l'Eglise de Reims.

AUJOURD'HUY VINGT-DEUXIÈME MARS
Mil sept cent dix-sept, de relevée; Pardevant nous,
Notaires Royaux à Reims, soussignez, furent presents vene-
rables & discrettes personnes Messieurs Remy Favart, & Jean-
Louis de la Salle Sénéchaux, Louis Neveu Vidame, Charles
Levesque, Claude Baudouin, & Jean-Baptiste Claude Fillion,
tous Prêtres Chanoines de l'Eglise Metropolitaine dudit Reims,
au nom & en vertu du pouvoir à eux donné par la Conclusion
dont sera ci-après parlé; lesquels nous auroient représenté
une Conclusion faite par le Chapitre de ladite Eglise Metro-
politaine, cejourd'huy, dans une Assemblée Capitulaire,
signée Ponsin, & nous ont requis de leur en donner Acte, &
de nous en charger, afin d'en délivrer des Expéditions en
tems & lieu à qui il appartiendra; En conséquence de quoy
lesdits Sieurs comparans susnommez ont déposé entre les mains
de Torchét, l'un de Nous Notaires, ladite Conclusion,
signée Ponsin, après avoir été paraphée d'eux, *ne varietur*,
& à leur requisition, de nous, Notaires soussignez, dont &
de quoy nous avons dressé le present Acte, pour valoir ainsi
que de raison; & ont lesdits Sieurs Comparans signé avec
Nous en la minute des Presentes. Contrôlé à Reims ledit jour
& demeuré à Torchét, l'un desdits Notaires.

ADNET.

TORCHET.

EXTRAIT DES REGISTRES des Conclusions du Chapitre de l'Eglise Metropolitaine de Reims.

De Die Luna 22. Martii Anni 1717.

CAPITULUM in vim juramenti congregatum ad delibe-
randum utrum expediat adhærere appellationi à Consti-
tutione Sanctissimi Domini Nostri Papæ Clementis XI. quæ
incipit *Unigenitus* interjectæ per Illos & Ros Episcopos, Mira-
picensem,

picensem, Senecensem, Montispeſſulani, & Bononiensem; cui jam adhæſerunt Theologica Facultates percelebres, & quàmplures Eccleſiaſtici Ordines, ac viri ſpectatiſſimi, cenſuit viâ Scrutiniî procedendum, quod antequam perficeretur Dominus L. Deſugny Canonicus, & Scholaſticus requiſivit, ut ad hanc deliberationem non admitterentur rùm Domini Canonici prætenſâ ſuſpenſionis cenſurâ innodati, rùm qui in Sacra Theologica Facultate jam ea de re mentem aperuerunt; quâ requiſitione factâ, & auditâ Dominorum Canonîcorum, quorum intererat reſponſione, iisſque omnibus cum Domino Scholaſtico egreſſis, Capitulum cenſuit, nil obſtare quominus omnes dicti Domini Canonici ad deliberationem admittantur. Quod iisſdem illico in Capitulum revocatis à Domino Præſide denuntiatur; ſtatimque Dominus Scholaſticus interceſſit concluſioni manè in Capitulo ordinario editæ, quâ Decretum eſt, convocandum ipſi vim juramenti Capitulum, in quo viâ ſcrutiniî de dictâ appellatione deliberetur; & proteſtatur eſt irritum fore quidquid in contrarium fieret, dictæque interceſſionis, & proteſtationis Actum petit, quod ei conceſſit Capitulum, ut dictam interceſſionem ubi viſum fuerit proſequatur, quâ nonobſtante jam nunc viâ ſcrutiniî deliberandum viſum eſt; apertisque more ſolito, & numeratis ſuffragiis concluſum eſt adhærendum eſſe appellationi laudatorum Illuſtriſſimorum Præſulum à ſupradictâ Conſtitutione S. S. D. D. noſtri Papæ Clementis XI. quæ incipit *Unigenitus*, ad proximum Concilium generale legitime congregandum, prout revera præſenti inſtrumento Capitulum, quoad opus eſt vel eſſe poſſet, provocat ad dictum generale Concilium ab eadem Conſtitutione atque ab omnibus inde ſecutis, & ſecuturis, necnon à gravaminibus prædictæ Conſtitutionis occaſione, illatis ſeu inferendis à Summo Pontifice, aut alia quavis authoritate, ſalvâ debitâ, & ſemper exhibendâ à Capitulo Summo Pontifici, & Sanctiſſimæ Sedis Apoſtolicæ reverentiâ, & obedientiâ canonicâ; Provocat præterea Capitulum à quibuſcumque mandatis per Illuſt. & Rm. D. D. Archiepiſcopum Ducem Remenſem, aut ejus autoritates editis, vel edendis circa ejusdem Conſtitutionis promulgationem, acceptionem, executionem, commendationem & deſenſionem, conteſtaturque de nullitate eorum omnium quæ in præjudicium præſentis appellationis jam acta ſunt, aut in poſterum

posterum fieri contigerit. Caterum profitetur se nunquam recessurum ab ea quæ debetur Ill^{mo} D. Archipræsuli reverentia. Declarat autem Capitulum se præsentî provocatione nullatenus derogare appellationi tanquam ab abusu interpositæ à mandatis dicti D. Archiepiscopi, datis quinto Octobris & nono Decembris 1716. Imò verò eidem appellationi semper insistere, quam viâ Juris prosequitur & prosequetur: ut autem præsens Conclusio juxta Capituli mentem scripto, & executioni mandetur deputati Domini Senescalli, & qui cum iis, negotiis Capituli invigilare rogati fuerant, qui dictæ conclusionis exemplar apud Tabelliones Regios seu Notarios deponant, & Illustrissimo Domino Archiepiscopo, cum eo quo par est honore sine mora significari curent. *Ainsi signé* PONSIN.

Paraphé de Messieurs Louis Neveu, Remy Favart, Jean Louis de la Salle, Charles Levesque, Claude Baudouin, & Jean-Baptiste-Charles Fillion, & à leur requisition des Notaires soussignez, au desir de l'Acte de dépôt de cejourd'huy vingt-deux Mars mil sept cent dix-sept. Ainsi signé L. Neveu, R. Favart, De la Salle, Levesque, C. Baudouin, Fillion, Adnet, & Torché.

ADNET.

TORCHET.

ORDONNANCE

ORDONNANCE
DE MONSEIGNEUR
L'ARCHEVEQUE DUC DE REIMS,
PREMIER PAIR DE FRANCE.....&c.

FRANÇOIS DE MAILLY, par la miséricorde de Dieu, & la grace du S. Siege Apostolique, Archevêque Duc de Reims, premier Pair de France, Legat né du Saint Siege, Primat de la Gaule Belgique.....&c. Au Clergé de notre Diocèse, SALUT ET BENEDICTION.

Nous ne pouvons, MES TRES-CHERS FRERES, tolerer plus long-temps la désobéissance & le soulèvement de plusieurs Prêtres & Curez de notre Diocèse, qui par leur opiniâtre résistance à la Bulle *Unigenitus*, causent des troubles affreux & de funestes divisions. La Verité est une, & l'Apôtre nous recommande de n'avoir tous qu'une même Foi, & que les mêmes sentimens. Souffririons-nous donc une malheureuse diversité dans le dogme, & que la Constitution qui, graces à Dieu, est reçue dans la plus grande partie des Eglises confiées à nos soins, soit rejetée dans d'autres avec un intolérable mépris? Nous avons espéré de pouvoir par nos avertissemens & nos instructions faire cesser cet horrible scandale; mais ce n'est point par la douceur qu'on ramene ceux qui s'écartent de la saine Doctrine, comme saint Jérôme le declare à Theophile Patriarche d'Alexandrie, & il est à craindre que la patience avec laquelle Epiſt. 64. on attend le retour d'un petit nombre de personnes qui pourroient se convertir, ne serve à rendre les méchans plus hardis, & à fortifier leur parti. A CES CAUSES, NOUS ORDONNONS, à tous Curez, Docteurs en Theologie & Chanoines, se disant exemis ou non exemis, de notre Diocèse, qui n'ont pas encore reçu la Constitution de notre S. Pere le Pape Clement XI. ou qui après l'avoir publiée ou reçue par des Actes authentiques, l'ont rejetée ou desavouée, soit en

* B Chaire,

Chaire, soit par des declarations à Nous envoyées, soit enfin par tout autre Acte contraire à leur acceptation précédente, de recevoir ladite Constitution qui commence par ces paroles *Unigenitus Dei Filius*, conformément à l'acceptation qui en a été faite par l'Assemblée du Clergé de France tenuë à Paris en 1713. & 1714; Et ce, dans huit jours pour tous ceux qui sont dans cette Ville de Reims, & dans trois semaines pour ceux qui sont dans les autres Villes ou à la Campagne, à compter du jour de la Signification des Présentes, sous peine d'Excommunication qui sera encouruë *par le sent. fait*, par tous ceux qui dans ledit tems ne seront point venus Nous déclarer leur acceptation; à moins qu'ils ne soient actuellement malades: ce qu'ils seront tenus de faire sous la même peine, trois semaines après qu'ils seront revenus en santé. Et sera notre présente Ordonnance publiée, affichée par tout où besoin sera, signifiée ou envoyée à qui il appartiendra, & enregistrée au Greffe de notre Officialité, à la diligence de notre Vice-Promoteur, à qui Nous enjoignons de veiller & de tenir la main à l'exécution d'icelle. **D O N N E** à Reims dans notre Palais Archiépiscopeal le vingtième jour du mois de Mars de l'année mil sept cent dix-sept.

Signé, FR. DE MAILLY, Archevêque de Reims.

Et plus bas,

Par Monseigneur,

COLAS.

A LA

A LA REQUESTE DES VENERABLES, Prevost, Doyen, Chantre, Chanoines, & Chapitre de l'Eglise Metropolitaine de Reims, & encore à la requête de M^{res} Jean-Baptiste De-Y de Seraucourt Grand-Archidiacre, Antoine Lempereur Chantre, Louis Neveu Vidame, Joseph Nicolas Millet Sous-Chantre, Remy Favart, Nicolas Rogier, Jean Gillot, Jean Godinot, Antoine Poitevin, Jean-Louis de la Salle, Jean Jobart, Guillaume-Rogier Theologal, Charles Levesque, Jean Marlot, Claude Baudouin, Gerard Godart Penitencier, Charles de Chamisso de Sivry, Pierre Lefpagnol, Charles Godbillot, Jean-Baptiste Fillion, Jean Lacourt, Jean de Losse, Lancelot Favart, Jean le Cocq, Hippolyte Favereau, Nicolas Doinet, Hermand Weyen, Henry Vuillot; tous Prêtres Chanoines de ladite Eglise, comme membres, & faisant corps indivisible avec ledit Chapitre qui a pris leur fait & cause, lesquels Impetrans ont élu domicile en la maison de Maître Jean-Baptiste Louïs leur Procureur au Presidial de Reims y demeurant.

Soit signifié & très-respectueusement déclaré à Illustissime Seigneur Monseigneur FRANÇOIS DE MAILLY, Archevêque Duc de Reims, premier Pair de France, que son Ordonnance du 20. Mars dernier, signifiée à une partie des Chanoines de ladite Eglise, ne peut regarder les particuliers Chanoines, puis qu'ils ne sont point dans le cas dont elle parle; car on ne peut leur attribuer ni publication ni acception authentique de la Constitution *Unigenitus*, ni desaveu ou autres Actes contraires; c'est au Chapitre en general que la Constitution a été adressée, & les conclusions ou Actes qui y ont quelque rapport, sont l'ouvrage de la Compagnie assemblée. Toutes ces conclusions ne tendent qu'à déclarer que la Constitution *Unigenitus* n'est pas constamment reconnuë pour regle de foy, & que le Chapitre ne croit pas devoir prévenir le jugement de l'Eglise sur les contestations presentes; mais qu'il attendra sa décision, à laquelle il est dès-à-present très-sincèrement soumis. C'est pour forcer lesdits particuliers à desavouer par des declarations verbales une resolution si mesurée de tous le Corps que Monseigneur l'Archevêque a fait signi-

fier à la plus grande partie des Chanoines (en exceptant ceux qu'il luy a plu) son Ordonnance portant excommunication qui sera encouruë par le seul fait , & cela dans les plus saints jours de l'année, où tous les Tribunaux étaiut fermez , il n'est pas aisé d'implorer la protection des loix.

Le Chapitre ne pouvant se dispenser de prendre le fait & cause des particuliers Chanoines , & répondant pour eux aux significations qui leur ont été faites , ne s'arrêtera point à examiner le fond de l'Ordonnance , ni pourquoy elle n'est adressée qu'aux Curez, Docteurs & Chanoines, sans parler de tant d'autres personnes, Corps & Communautéz Ecclesiastiques & Religieuses, dont les devoirs sont les mêmes sur ce point : il se contentera d'observer,

1°. Que l'Ordonnance du 20. Mars dernier ne fait que renouveller celle du 18. Avril 1715. qui ordonnoit d'adhérer & de souscrire à la Constitution *Unigenitus* sous la même peine d'excommunication encouruë par le seul fait, & qui a été déclarée nulle & abusive par Arrest du Parlement de Paris, en datte du 18. May 1716.

2°. Cette Ordonnance est une contravention manifeste à la défense portée par ledit Arrest, d'exiger des souscriptions sans délibération du Clergé revêtu de Lettres Patentes registrées en la Cour, puisque la declaration qu'elle enjoint n'est ordonnée ni par aucune délibération du Clergé, ni par les Lettres Patentes, ni même par la Constitution, & que ce seroit une nécessité, si on la faisoit, de la constater par une signature, pour se mettre à couvert des poursuites dont on est menacé.

3°. Elle contient même un attentat formel à l'autorité des Arrests des 10. 16. & 30. Decembre rendus contradictoirement avec Monseigneur l'Archevêque, & à luy dûëment signifiez, qui sur l'appel de son Ordonnance du 5. Octobre 1716. concernant l'acceptation de la Constitution *Unigenitus*, portent que toutes choses demeureront en état.

C'est pour prévenir les suites fâcheuses d'un nouveau Mandement qui étoit prêt à paroître, que le Chapitre s'est trouvé dans la nécessité d'adhérer à l'appel interjetté au futur Concile general par Nosseigneurs les Evêques de Mircpoix, de Senes, de Montpellier, & de Boulogne de ladite Constitution
Unigenitus,

Unigenitus, & de tout ce qui s'en est ensuivi, & pourroit s'ensuivre; & en y persistant, sans déroger aux appels comme d'abus ci-devant interjettez, même de celui nouvellement relevé en la Cour par Lettres de la Chancellerie, en date du 28. Mars dernier, les sieurs Impétrans déclarent qu'ils appellent audit Concile général de ladite Ordonnance du 20. Mars, en adhérant à l'appel qu'ils y ont ci-devant interjeté des autres Ordonnances de mondit-Seigneur, concernant ladite Constitution, & ce pour les raisons & moyens à dédire en tems & lieu.

Et attendu que ledit appel est très-legitime, étant interjeté par plusieurs Evêques, à qui il appartient de veiller à la conservation du dépôt de la foy sur une contestation purement spirituelle & de doctrine, qui trouble la paix de l'Eglise, au seul Tribunal supérieur & infallible en cette matière; & que d'ailleurs l'effet de cet appel est indubitablement suspensif, selon la disposition expresse du Droit canonique, & les maximes les plus constantes du Royaume, lesdits Sieurs du Chapitre supplient mondit Seigneur, en cas qu'au mépris desdits Arrêts, & au préjudice desdites appellations, il fût entrepris de passer outre à l'exécution de ladite Ordonnance du 20. Mars, de ne pas leur sçavoir mauvais gré, si, quelque respect qu'ils soient résolus de conserver pour sa personne & son autorité, ils ne peuvent déferer aux censures ainsi prononcées, pour ne pas déroger à leur appel, & préjudicier à leurs droits, & s'ils protestent de nullité de ladite Ordonnance, & de tout ce qui pourroit être fait en conséquence, même de se maintenir en la possession & exercice de leur état, & de se pourvoir pour la conservation d'iceluy pardevant qui il appartiendra contre tous ceux qui les y voudroient troubler, faire le tout casser & annuler, & recouvrer toutes pertes, dépens, dommages & intérêts, à ce qu'il n'en ignore, dont Acte, & sera d'abondant laissé copie de l'Acte d'appel au futur Concile, & comme d'abus du 22. Mars dernier, & dépôt d'iceluy es mains de Torchet, Notaire à Reims, du même jour avec ces presentes.

Ce qui sera pareillement signifié au Sieur Vice-Promoteur, tant pour luy que pour les Sieurs Officiaux & autres Officiers de la Cour spirituelle de Reims, contre lesquels lesdits Sieurs Impétrans employent les mêmes protestations de dommages &

& intérêts, & de les prendre à parrie, en cas qu'ils entreprennent de passer outre, & de proceder contre eux au préjudice desdites appellations, & au mépris de l'Arrest du Parlement contradictoirement rendu avec mondit Seigneur l'Archevêque, qui ordonne que toutes choses demeureront en état, & aux protestations faites par les Sieurs Impétrants de se maintenir dans la possession & exercice de leur état, même de se pourvoir pardevant qui il appartiendra pour la conservation d'iceluy, à ce que lesdits Sieurs Vice-Promoteur & autres Officiers de la Cour Spirituelle n'en ignorent, ausquels sera pareillement laissé copie avec ces Presentes dudit Acte d'appel, & déposit d'iceluy dont Acte.

Fait, signifié comme dessus, & très-respectueusement fait à sçavoir à mondit Seigneur Archevêque Duc de Reims, en son Palais Archiepiscopal à Reims, en parlant à son Suisse, qui n'a voulu dire son nom, de ce interpellé suivant l'Ordonnance, & à Maître Simon Charnel, Prêtre & Vice-Promoteur de la Cour spirituelle de Reims, & autres Officiers de ladite Cour, en parlant pour eux à Maître Gabriel le Poirvre, leur Greffier, en son domicile à Reims, parlant à sa personne, par moy Robert Gresset, Sergent Royal en Vitry & Vermandois, immatriculé au Présidial de Reims, y demeurant, soussigné y étant, ce trente-un Mars 1717. après midy, auquel Seigneur Archevêque, & aux sieurs Officiers de ladite Cour spirituelle, parlant comme dessus, j'ai réitéré lesdites appellations & protestations, même les surseances portées par lesdits Arrests, & leur a été laissé copie à chacun séparément, tant de l'Acte d'appel au futur Concile, & comme d'abus, du 21. Mars present mois, & déposit d'iceluy du même jour, es mains de Torchet, Notaire, & du Libelle ci-dessus, que du present Exploit, dont Acte, signé Louis; Procureur desdits Sieurs du Chapitre, comme ayant pouvoir, & GRESSET:

Contrôlé à Reims ce 2. Avril 1717. Reçu pour cinquante-huit droits de Contrôle vingt-quatre livres treize sols,

Signé, REMY.



Extrait des Registres de Parlement.

VEU PAR LA COUR LA REQUÊTE A ELLE présentée par les Prevost, Doyen, Chantre, Chanoines & Chapitre de l'Eglise Metropolitaine de Reims, les Recteur, Doyen, Docteurs & Supposts de l'Université de ladite Ville, les Doyen & Docteurs de la Faculté de Theologie de ladite Université, les Doyen & Chanoines de l'Eglise Collegiale de S. Symphorien de ladite Ville, Jacques de Benoistmont Prêtre Curé de Fleury, ancien Doyen du Doyenné de la Montagne de Reims, Ponce Drouillete Prêtre Curé & Doyen de Mouzon, Antoine Loupot Prêtre Curé d'Yoncq, Adam Martin Prêtre Curé de la Beface, Jean Sigault Prêtre Curé de Flaba, Jean Peschenart Prêtre Curé de Remilly, Jean Brasseur Prêtre Curé de Mairi, Charles Guyot Prêtre Curé de Villemontry, Jean-Baptiste Lemery Prêtre Curé de la ville de Donchery, & Doyen Rural du Doyenné de Maizieres, Jean de Vrigne Prêtre Curé de S. Aignan, Jean Tisleron Prêtre Curé de Torcy, Jean-Baptiste Choplet Prêtre Curé de Wadelincourt, Jean Toussaint Prêtre Curé de Noyers, Jean Cordier Prêtre Curé de Givonne, Jean Nicolas Delastre Prêtre Curé d'Yges, Jean Mouton Prêtre Curé de Briuelles sur Bar, Jean le Febvre Prêtre Curé de Tannay, Jean Salmon Prêtre Curé de Stonne, François Trubert Prêtre Licentié en Droit Canonique, Curé de Sy, Charles Godbillot Prêtre Bachelier en Theologie de la Faculté de Paris, Curé de Chemery, Jacques Gerdré Prêtre Curé de Renwez, Nicolas Jouvant Prêtre Curé d'Ay, Doyen rural du Doyenné d'Espernay, Louis Guerin Prêtre Curé de Bisseuil, Antoine Corbier, Prêtre Curé de Mareuil, Jean Benoist Prêtre Curé de Condé-sur-Marne, Jean Faciot Prêtre Curé de Tours-sur-Marne, Christophe Le Comper Prêtre Curé de Dizy, Guillaume Billaudel Prêtre Curé de Cumières, Raimond Billaudel, Prêtre Curé de S. Ymoges & de Champillon, Claude Jacob Prêtre Curé d'Oiry, Jean - Baptiste Chevre Prêtre Bachelier en Theologie de la Faculté de Paris, Curé d'Hautvillers, Nicolas Charlier

lier Prêtre Curé de S. Maurice de Reims, Jean Douart Prêtre Curé & Chanoine de S. Timothée de Reims, Antoine Curriot Prêtre Curé de S. Jacques de Reims, Lancelot Bourguet Prêtre Curé de S. Hilaire de Reims, Claude Remy Hillet Prêtre Curé de S. Martin de Reims, Louis Geoffroy, Prêtre Chanoine Theologal, Curé de S. Symphorien dedit Reims, Nicolas Cabrifféau Prêtre Curé de S. Etienne de Reims, Claude le Goix Prêtre Curé de Sainte Marie-Magdeleine de Reims, & Pierre Mopinot Prêtre Curé de Betheny près Reims; à ce qu'ils soient reçus Appellans comme d'abus de l'Ordonnance du Sieur Archevêque de Reims du 20. Mars 1717. en adhérant à leurs précédentes appellations, ladite Ordonnance portant injonction à tous Curez & autres, exempts ou non exempts, de recevoir la Constitution *Unigenitus*, dans les temps y portez sous peine d'excommunication, qui seroit encourue par le seul fait, tenir ledit appel pour bien relevé, leur permettre d'intimer qui bon leur semblera sur ledit appel, sur lequel les parties auront audience au premier jour, & cependant attendu que ladite Ordonnance a été rendue au mépris & par contravention aux Arrêts de la Cour des 28. May 10. 16, & 30. Decembre 1716. faire deffenses d'exécuter ladite Ordonnance, passer outre, & faire aucunes poursuites pour raison de ce ailleurs qu'en la Cour, à peine de nullité, mille livres d'amande, & de tous dépens, dommages & intérêts. Vu aussi les pieces attachées à ladite Requête, signée Roux, Procureur. Conclusions du Procureur General du Roy. Oûi le rapport de M^{re} FRANÇOIS ROBERT, Conseiller, Tout considéré.

LA COUR a reçu les Supplians Appellans comme d'abus, les a tenus pour bien relevez, leur permet de faire intimer qui bon leur semblera sur ledit appel comme d'abus, sur lequel les Parties auront audience au premier jour. Cependant fait deffenses d'exécuter ladite Ordonnance du vingt Mars dernier, passer outre, & faire poursuite ailleurs qu'en la Cour, à peine de nullité, dépens, dommages & intérêts. Fait en Parlement le dix Avril mil sept cent dix-sept. Collationné, signé DONGOIS.

ANT
1214/160